

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Geld, Währung und Kredit
Schlagworte	Banken
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Gesellschaftliche Debatte
Datum	01.01.1965 - 01.01.2024

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Canetg, Fabio
Dürrenmatt, Nico
Escher, Regina
Hirter, Hans
Schmid, Catalina
Schär, Suzanne
Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Canetg, Fabio; Dürrenmatt, Nico; Escher, Regina; Hirter, Hans; Schmid, Catalina; Schär, Suzanne; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Geld, Währung und Kredit, Banken, Gesellschaftliche Debatte, 1983 - 2023*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Geld, Währung und Kredit	1
Finanzmarkt	1
Kapitalmarkt	2
Geldpolitik	2
Makroprudenzielle Regulierung	2
Nationalbank	2
Internationale Finanzinstitutionen	2
Banken	3

Abkürzungsverzeichnis

EFD	Eidgenössisches Finanzdepartement
UNO	Organisation der Vereinten Nationen
BAFU	Bundesamt für Umwelt
SECO	Staatssekretariat für Wirtschaft
SNB	Schweizerische Nationalbank
FINMA	Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
EU	Europäische Union
SBVg	Schweizerische Bankiervereinigung
EBK	Eidgenössische Bankenkommission
KMU	Kleine und mittlere Unternehmen
GwG	Geldwäschereigesetz
SGB	Schweizerischer Gewerkschaftsbund
WAK-NR	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats
SGV	Schweizerischer Gewerbeverband
G20	Gruppe der zwanzig wichtigsten Industrie- und Schwellenländer
EG	Europäische Gemeinschaft
BIZ	Bank für Internationalen Zahlungsausgleich
SIF	Staatssekretariat für internationale Finanzfragen
FCA	Financial Conduct Authority
LIBOR	London Interbank offered rate
NWG	National Working Group on CHF Reference Interest Rates
DLT	Distributed Ledger Technology
SARON	Swiss Average Rate Overnight
WEKO	Wettbewerbskommission
BankG	Bankengesetz

DFF	Département fédéral des finances
ONU	Organisation des Nations unies
OFEV	Office fédéral de l'environnement
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
BNS	Banque nationale suisse
FINMA	Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
UE	Union européenne
ASB	Association suisse des banquiers
CFB	Commission fédérale des banques
PME	petites et moyennes entreprises
LBA	Loi sur le blanchiment d'argent
USS	Union syndicale suisse
CER-CN	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national
USAM	Union suisse des arts et métiers
G20	Groupe des vingt
CE	Communauté européenne
BRI	Banque des règlements internationaux
SFI	Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales
FCA	Financial Conduct Authority
LIBOR	London Interbank offered rate
NWG	National Working Group on CHF Reference Interest Rates
DLT	Distributed Ledger Technology
SARON	Swiss Average Rate Overnight
COMCO	Commission de la concurrence
LB	Loi sur les banques

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Geld, Währung und Kredit

Finanzmarkt

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 26.06.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Alors que la Suisse s'est engagée pour le climat à travers l'Accord de Paris et l'Agenda 2030 pour le développement durable, un groupe de travail, mene par le SFI, a été établi par le Conseil federal afin d'évaluer et de proposer des solutions pour le **développement de la finance durable en Suisse**. Ce groupe de travail aura comme objectif de permettre à la place financière helvétique d'être compétitive en matière de finance durable. Des nouveaux tests de compatibilité climatique pour renforcer la transparence seront notamment au coeur des travaux.¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 13.09.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Alors que de nombreuses banques, par exemple UBS ou la banque cantonale Genevoise (BCGE), commencent à **répercuter les taux négatifs sur leurs clients**, plusieurs économistes ont remis en question l'efficacité de cette politique monétaire. Cette stratégie qui vise à inciter les consommateurs à investir est dépendante des taux d'intérêts que les banques fixent pour des hypothèques. D'aucuns prétendent que cette manoeuvre psychologique n'a qu'un impact faible. Certaines voix, par exemple, se sont élevées pour des relances budgétaires et veulent inciter les gouvernements à investir.²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 06.12.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil federal a confirmé son **engagement pour le développement de la finance durable en Suisse**. Après avoir crée un groupe de travail en juin 2019, le Conseil federal a precise ses intentions. Il vise ainsi une publication systématique d'informations pour les clients de la finance durable, un renforcement de l'obligation de diligence et la prise en compte des effets climatiques lors des débats sur la stabilité des marchés financiers. Le Département federal des finances (DFF) et l'Office federal de l'environnement (OFEV) travaillent ensemble sur cette thématique qui sera également un axe prioritaire pour la Suisse lors des discussions du G20 de 2020.³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 21.02.2022
GUILLAUME ZUMOFEN

Les révélations sur les clients de Credit Suisse ont bouscule le secteur bancaire helvétique. Pour être précis, une fuite de données d'une source anonyme a permis à un consortium de journalistes, emmene par le Süddeutsche Zeitung, de mettre en lumière de nombreux clients autocrates, trafiquants de drogues et d'êtres humains, mais aussi criminels de guerre presumes chez Credit Suisse. Si ces révélations sont venues s'ajouter aux déboires du Credit Suisse, elles ont surtout attisé le débat au sein du secteur bancaire helvétique. D'un côté, certains experts estiment que ces révélations et ces pratiques appartiennent au passe et que de nombreuses réformes ont été menées au sein de la place financière helvétique. D'un autre côté, d'autres experts considèrent qu'il faut non seulement apprendre de ces révélations, mais que des efforts doivent encore être faits. Ces deux visions se sont affrontées dans la presse. En parallèle, les révélations des «**Suisse secrets**» ont braque les projecteurs sur la liberté de presse en Suisse. En effet, selon l'article 47 de la loi sur les banques (LB), les journalistes risquent des poursuites pénales s'ils publient des données bancaires volées. Le débat s'est infiltre jusqu'au Parlement. La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-CN) a d'ores et déjà affirmé qu'elle mènerait prochainement des auditions sur la thématique de «**la liberté de presse sur les questions relatives à la place financière**» afin de déterminer si des adaptations légales devaient être entreprises.⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 11.01.2022
GUILLAUME ZUMOFEN

Kapitalmarkt

Thomas Hirschi est le nouveau responsable de la division banque au sein de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Il succède à Jan Blöchlinger. Thomas Hirschi était déjà en charge de la division Asset Management au sein de **la FINMA**.⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 27.10.2018
GUILLAUME ZUMOFEN

Geldpolitik

Alors que la Financial Conduct Authority (FCA) britannique a annoncé la fin du taux LIBOR d'ici à fin 2021, un **groupe de travail national sur les taux d'intérêt de référence** (NWG) recommande aux banques et aux assurances d'utiliser désormais le taux de référence **SARON (Swiss Average Rate Overnight)**. Ce taux, lancé en 2009, est basé sur des opérations garanties et des transactions réelles via la plateforme de négoce SIX.⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 26.01.2022
GUILLAUME ZUMOFEN

Makroprudenzielle Regulierung

L'anticipation des investisseurs sur l'inflation, les problèmes d'approvisionnement depuis la crise du Covid-19 et la hausse du prix de l'énergie, notamment induite par la guerre en Ukraine, ont entraîné des mouvements sur le marché international des capitaux. Ces mouvements ont forcé **le marché immobilier à revoir à la hausse les taux hypothécaires**. Ainsi, les taux hypothécaires à 5 et 10 ans ont quitté le plancher. Par exemple, les taux fixes à 5 ans se négociaient en moyenne vers 1,34% en avril 2022, alors qu'ils se négociaient en moyenne à 1,01% en avril 2021. Cette tendance à la hausse a attisé les craintes des propriétaires et enflammé les débats sur le marché immobilier helvétique. Dans cette optique, l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) a partagé ses craintes d'une surchauffe du marché immobilier. Elle s'est opposée à un relâchement en matière d'octroi de crédits hypothécaires afin d'éviter la création d'une bulle immobilière en Suisse. D'après la Finma, de nombreux facteurs suggèrent une «surévaluation des biens immobiliers». En parallèle, la Banque nationale suisse (BNS) a demandé au Conseil fédéral de réactiver le volant anticyclique sectoriel de fonds propres et de le porter à 2.5%. Ce volant anticyclique avait été désactivé en mars 2020 afin d'offrir aux banques plus de latitude dans l'octroi de crédits pour répondre à la crise économique et financière du Covid-19. Le Conseil fédéral a accepté de **réactiver le volant anticyclique** car les incertitudes liées à la crise du Covid-19 ont majoritairement disparu. Cette décision doit donc permettre de ralentir la surchauffe du marché de l'immobilier.⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 22.09.2022
GUILLAUME ZUMOFEN

Nationalbank

Afin de contrer la pression inflationniste, la Banque nationale suisse (**BNS**) a rehaussé son taux directeur de 75 points de base. Le taux directeur, à partir du 23 septembre 2022, est donc de 0.5 pour cent. Cette décision **met un terme à la situation inédite**, depuis 2015, **des taux négatifs**. En plus d'un frein à l'inflation, cette décision devrait avoir deux conséquences majeures: les banques commerciales ne devront plus payer des taux négatifs lorsqu'elles déposent des liquidités à la BNS et les taux hypothécaires devraient prendre l'ascenseur.⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 11.11.2010
SUZANNE SCHÄR

Internationale Finanzinstitutionen

Im September legte der Basler Ausschuss für Bankenaufsicht bei der Bank für internationalen Zahlungsausgleich (BIZ) das überarbeitete **Kapital- und Liquiditätsregime für Banken** vor, welches Basel II (2004 beschlossene Eigenkapitalanforderungen für Banken) ablösen und 2013 bis 2019 schrittweise umgesetzt werden soll. Das Gremium besteht aus den Zentralbankchefs und den Leitern der nationalen Finanzmarktaufsichtsbehörden der G-20 und weiteren sieben Staaten, darunter die Schweiz. Zentrale Beschlüsse von Basel III sind neben einer Verschärfung der Anforderungen an wichtige Stabilitäts-Kennzahlen die deutlich erhöhten Eigenkapitalanforderungen an die Banken. Dabei wurde das Minimum für das harte Kernkapital (Kernkapitalquote entspricht dem Verhältnis des Eigenkapitals einer Bank zu den risikobehafteten Geschäften) bei 7% angesetzt. Dadurch soll sichergestellt werden, dass die Banken im Krisenfall ihre Verluste selbst auffangen können. Zusammen mit der Fixierung des verlangten weichen Kernkapitals bei mindestens 1,5 % und

Ergänzungskapitals bei 2% wurden die Eigenkapitalanforderungen somit auf 10,5% erhöht und fast verdoppelt. Im November stimmten die Regierungschefs der G-20 dem Vorschlag zu.⁹

Banken

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 24.06.1983
REGINA ESCHER

Ein herausragendes bankenpolitisches Thema bildete 1983 die Auseinandersetzung um das schweizerische Bankgeheimnis. Von der politischen Linken wurde betont, die besondere Ausgestaltung des Bankgeheimnisses begünstige die Steuerhinterziehung und wirke als Magnet für ausländisches Fluchtgeld. Die Lockerung des Bankgeheimnisses gegenüber den Steuerbehörden und die Verbesserung der internationalen Rechtshilfe in Steuersachen sind wesentliche Punkte der von der SPS 1979 eingereichten Bankeninitiative. Nach dem negativen Entscheid des Bundesrates vom Vorjahr **verwarf** nun **auch das eidgenössische Parlament die Volksinitiative**, ohne ihr einen Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Neben den Sozialdemokraten setzte sich nur gerade die PdA/PSA/POCH-Fraktion für das Begehren ein. Als Hauptargumente der Gegner dienten einerseits der Schutz der Persönlichkeitssphäre in Vermögensangelegenheiten und andererseits der Wunsch, die Banken als wichtige Quelle des Wohlstandes der Schweiz in ihrer Handlungsfreiheit nicht zu sehr einzuschränken. Die bürgerlichen Sprecher unterstrichen das Vorhandensein von Mechanismen zur Selbstkontrolle der Banken bei der Entgegennahme von Fremdgeldern; eine zentrale Rolle spiele dabei die Vereinbarung über die Sorgfaltspflicht. Ein Vertreter der LdU/EVP-Fraktion stufte das Volksbegehren als Attacke gegen die liberale Wirtschaftsordnung ein. Votanten der SPS hoben hervor, dass die Initiative sich nicht gegen die Banken richte; deren Tätigkeit müsse aber ethischen und moralischen Kriterien standhalten. Die ungehemmte Annahme von «schmutzigen Geldern» habe das Ansehen der Schweiz im Ausland geschädigt.¹⁰

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 27.09.1986
HANS HIRTER

Den Banken werden von einem Teil der Öffentlichkeit nicht nur ihre geschäftlichen Beziehungen zu einzelnen korrupten Staatsoberhäuptern, sondern generell **zu Entwicklungsländern und Diktaturen vorgeworfen**. Kritisiert wurden namentlich die Verbindungen der Grossbanken zu der von immer mehr Staaten und Privatfirmen wegen ihrer Rassenpolitik boykottierten Republik Südafrika. Vorsprachen hoher kirchlicher Amtsträger und die Gründung eines oppositionellen Aktionärskomitees bei der besonders involvierten SBG änderten nichts an der Haltung der Banken, die Geschäfte im bisherigen Rahmen weiterführen zu wollen.¹¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 11.05.1990
HANS HIRTER

Auch auf **internationaler Ebene** wurden die **Anstrengungen zur Bekämpfung der Geldwäscherei verstärkt**. Die EG-Kommission legte einen Entwurf für eine entsprechende Richtlinie vor, und eine internationale Expertenkommission, welche 1989 von den Staatschefs der sieben wichtigsten Industrieländer und der EG einen entsprechenden Auftrag erhalten hatte, veröffentlichte ihren Bericht. Ihre Empfehlungen, die von den Finanzministern der Industriestaaten – darunter auch der Schweiz – im Sinne von völkerrechtlich nicht verbindlichen Mindeststandards gutgeheissen wurden, sind in der Schweiz weitgehend erfüllt. Dies gilt insbesondere für die Bereiche internationale Rechtshilfe und Banken; Lücken bestehen hingegen bei der Anwendung der Vorschriften ausserhalb des Bankenbereichs, d.h. bei Finanzgesellschaften.¹²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 29.10.1990
HANS HIRTER

Während der Konzentrationsprozess im Bankgewerbe weiterging, nahm am 29. Oktober in Olten die **Alternative Bank Schweiz (ABS)** ihren Betrieb auf. Die mit einem relativ bescheidenen Eigenkapital von CHF 9.5 Mio. ausgestattete neue Bank möchte eine Kundschaft ansprechen, die mit der Geschäftspolitik der Finanzinstitute, namentlich der Grossbanken, nicht einverstanden ist. Sie setzt sich in ihren Statuten das Ziel, die Anlage- und Kreditpolitik primär an ethischen und ökologischen und nicht an wirtschaftlichen Kriterien zu orientieren. Die Bank operiert sowohl auf der Aktiv- als auch auf der Passivseite mit tieferen Zinssätzen als die Konkurrenz. Sie hofft aber, dass die Einleger diese Zinseinbusse in Kauf nehmen werden, wenn ihnen als Gegenleistung die Gewähr einer Übereinstimmung der Geschäftspolitik mit ihren persönlichen ethischen und politischen Vorstellungen geboten wird.¹³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 13.12.1991
HANS HIRTER

Die 1984 unter den Banken privatrechtlich vereinbarte Konvention Nr. 18 über die **Auszahlung von Spar- und Gehaltskontoguthaben im Falle der Zwangsliquidation** einer Bank garantiert an sich die rasche Auszahlung von bis zu CHF 30'000 an die einzelnen Gläubiger. Die Schliessung der Spar- und Leihkasse Thun deckte allerdings gewisse Mängel dieser Regelung auf. Zum einen gelangt sie nur nach der Eröffnung von Konkurs- und Stundungsverfahren, nicht aber bei einer blossen Bankenstundung oder – wie in Thun – bei der Schalterschliessung infolge des Bewilligungsentzugs durch die Bankenkommission zur Anwendung. Zum anderen können Kunden mit Kontokorrentkonten (v.a. Gewerbetreibende) davon nicht profitieren, was zur Blockierung von Zahlungen an Angestellte und Lieferanten führen kann. In der Fragestunde des Nationalrats darauf angesprochen, zeigte sich Bundesrat Stich gegenüber der Einführung einer ausgebauten obligatorischen Einlegerversicherung – was namentlich vom EBK-Präsidenten Bodenmann angeregt wurde – skeptisch. Gerade der Zusammenbruch der amerikanischen Sparkassen hätte gemäss Stich die kontraproduktiven Auswirkungen solcher Rückversicherungen, welche die Banken und die Einleger zu allzu risikoreichem Verhalten verleiten würden, aufgedeckt. Stich kündigte an, dass das EFD mit der Bankiervereinigung Gespräche über eine Verbesserung der Privatkonvention Nr. 18 aufnehmen werde.¹⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 23.12.1991
HANS HIRTER

So kam es unter anderem zum Zusammenschluss von sieben Regionalbanken aus dem Berner Seeland zur zweitgrössten schweizerischen Regionalbank. Am aufsehenerregendsten war jedoch die **Schliessung der Spar- und Leihkasse Thun (SLT)** nach dem Entzug der Bewilligung durch die EBK. Es handelte sich dabei zwar nicht um die erste und auch nicht um die grösste Bankpleite; zum erstenmal seit Jahrzehnten war es jedoch nicht eine Geschäftsbank oder eine kleine Sparkasse, sondern eine mittelgrosse Regionalbank mit sehr breit gestreuter Kundschaft, welche ihre Schalter schliessen musste. Zudem war diesmal keine der Grossbanken bereit, durch eine Unternehmensübernahme die Kunden vor Schaden zu schützen. Nachdem verschiedene Verkaufsgespräche gescheitert waren, entzog die Bankenkommission der SLT mit sofortiger Wirkung die Bewilligung und setzte eine Liquidatorin ein. Sie begründete diese harte Massnahme mit der Unterkapitalisierung der Bank, den bereits begangenen Verstössen gegen das Bankengesetz und der fehlenden Gewähr für eine zukünftige einwandfreie Geschäftsführung. Das von der SLT angerufene Bundesgericht stellte sich hinter den Entscheid der EBK.¹⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 31.12.1991
HANS HIRTER

Der **Konzentrationsprozess im Bankensektor** intensivierte sich 1991. Da die für das Bestehen im verschärften Wettbewerb mitentscheidende moderne Infrastruktur eine gewisse Mindestgrösse verlangt, waren vom Strukturwandel vor allem die kleineren Banken betroffen. Wegen ihrer geringeren Diversifikationsmöglichkeiten bereiteten auch die markanten Einbussen im Immobiliensektor den **Regionalbanken grössere Schwierigkeiten** als den Grossbanken. Die Zahl der dem Bankengesetz unterstellten Institute ging nach Angaben der Nationalbank innerhalb eines Jahres von 625 auf 592 zurück, diejenige der Regionalbanken reduzierte sich nach Angaben der Bankenkommission von Anfang 1990 bis Ende 1991 um rund 10%.¹⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 25.12.1993
HANS HIRTER

Der **Konzentrationsprozess im Bankensektor** setzte sich auch im Berichtsjahr fort. Herausragendes Ereignis in diesem Bereich war die Übernahme der in wirtschaftlichen Schwierigkeiten steckenden fünftgrössten Bank, der Schweizerischen Volksbank, durch die Holdinggesellschaft der Kreditanstalt, der CS Holding. Gegen Jahresende übernahm der Schweizerische Bankverein die zweitgrösste Regionalbank der Schweiz, die Seeland Bank, welche vor zwei Jahren aus dem Zusammenschluss von acht kleineren Banken entstanden war. Die drittgrösste Regionalbank, die Banque Vaudoise de Crédit, steckte in ernsthaften wirtschaftlichen Schwierigkeiten. Sie konnte nur dank Hilfsaktionen verschiedener Banken unter Mitwirkung des Kantons Waadt vor dem Zusammenbruch gerettet werden; später wurde sie von der Waadtländer Kantonalbank übernommen.¹⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTEDATUM: 01.09.1994
HANS HIRTER

Insgesamt 98 **Regionalbanken** gründeten am 1. September eine gemeinsame Holding mit dem Ziel, die einzelnen Institute durch die Ausgliederung von gewissen Aufgaben wettbewerbsfähiger und damit auch resistenter gegen allfällige Übernahmen durch Grossbanken zu machen. Diese Holding wird für die beteiligten Banken eine Zentralbank zur Bündelung von Geldströmen zur Verfügung stellen; überdies soll sie Dienstleistungen namentlich im Verwaltungs-, Ausbildungs- und Informatikbereich erbringen, einkaufen oder koordinieren. Der Konzentrationsprozess ging freilich trotz dieser Gegenstrategie auch im Berichtsjahr weiter: Neben mehreren kleineren Instituten wurde auch die grösste Regionalbank, die 1989 selbst aus einer Fusion entstandene Neue Aargauer Bank (NAB) einer Grossbank einverleibt.¹⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTEDATUM: 31.12.1995
HANS HIRTER

Als erste nationale Partei äusserte sich die **SP** zur zukünftigen Rolle der Kantonalbanken. Sie sprach sich für deren Beibehaltung aus, verlangte aber, dass ihnen als Gegenleistung für Privilegien ein verbindlicher gemeinwirtschaftlicher Auftrag erteilt werden muss. Dieser Auftrag würde beispielsweise in der Aufrechterhaltung eines dezentralen Filialnetzes und in der Erteilung günstiger Kredite für lokale Kleinbetriebe bestehen. Die **Kartellkommission** hatte sich ebenfalls mit den Kantonalbanken befasst. In einem Bericht stellte sie fest, dass die Staatsgarantie und Steuerprivilegien zu Wettbewerbsvorteilen für die Kantonalbanken führten und deshalb ganz oder teilweise aufzuheben seien.¹⁹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTEDATUM: 29.11.1996
HANS HIRTER

Im April tauchte erstmals die Idee eines Fonds auf. Vertreten wurde sie von dem auf die Erforschung der Geschichte der Juden in der Schweiz spezialisierten Berner Historiker Jacques Picard. Er begründete seinen Vorschlag damit, dass es nach mehr als 50 Jahren unmöglich sein werde, alle individuellen Ansprüche befriedigend abzuklären. Deshalb solle zusätzlich auch ein substantieller **Kollektivfonds** eingerichtet werden, aus dem arme **jüdische Gemeinden** in Osteuropa, bedürftige **Nachkommen von Holocaust-Opfern**, aber auch Erinnerungsstätten und Forschungsinstitute zum Antisemitismus unterstützt werden könnten. Später nahm der Schweizerische Israelitische Gemeindebund diese Idee auf und präziserte, dass diese Stiftung einerseits aus definitiv erbenlosen nachrichtenlosen Vermögen und andererseits aus den Gewinnen, welche die Nationalbank aus dem Goldgeschäft mit den Nazis erzielt hatte, gespiesen werden sollte. Im November forderte der englische Labour-Abgeordnete Granville Janner – der ebenfalls eine jüdische Organisation vertritt – die Schweiz auf, nicht bis zum Vorliegen des Berichts der Historikerkommission zuzuwarten, sondern als Zeichen der Wiedergutmachung rasch einen Fonds zur Entschädigung von Nazi-Opfern einzurichten. Am Rande eines Hearings vor dem Bankenausschuss des amerikanischen Repräsentantenhauses im Dezember tauchte die Idee eines Fonds – wie bei Janner mit dem spezifischen Zweck der Entschädigung von Holocaust-Opfern – erneut auf. Der Vorsitzende des WJC, Edgar Bronfman, und Senator D'Amato regten an, dass die Schweiz mit der Einrichtung eines solchen Fonds ein Zeichen für ihren guten Willen setzen könnte. In Gesprächen angetönt wurde dabei eine Summe von USD 250 Mio. Ein Postulat der freisinnigen Nationalrätin Nabholz (ZH) nahm die Idee eines Fonds auf und schlug vor, ihn aus den nicht beanspruchten nachrichtenlosen Vermögen zu bilden. Der Bundesrat gab bekannt, dass er – zumindest in naher Zukunft – auf diese Forderung nicht eintreten wolle und es für besser halte, zuerst Forschungsergebnisse der eingesetzten Expertenkommission abzuwarten. Bundespräsident Delamuraz bestätigte diese Haltung in einem Zeitungsinterview zum Jahresende und bezeichnete die diesbezüglichen Forderungen der amerikanischen jüdischen Organisationen als Erpressung und Lösegeldforderung.²⁰

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTEDATUM: 20.12.1996
HANS HIRTER

Im **Ständerat** war Eintreten ebenfalls unbestritten. Sämtliche Redner betonten die innen- und aussenpolitische Notwendigkeit einer gründlichen Aufklärung auch der negativen Aspekte der schweizerischen Politik im 2. Weltkrieg. Einige Sprecher nutzten die Gelegenheit, um darauf hinzuweisen, dass die oft diffamierenden Attacken gegen die Schweiz wohl weniger massiv ausgefallen wären, wenn diese besser in internationale Organisationen (namentlich UNO und EU) integriert wäre (so etwa die CVP-Vertreter Cottier (FR) und Gemperli (SG)). Der Rat stimmte dem Beschluss ebenfalls einstimmig zu, nahm in der Detailberatung aber einige Änderungen vor. Die wichtigste betraf die **Anonymisierung von Personendaten** im Bericht, wenn überwiegende Interessen lebender Personen betroffen sind. Auf Antrag der Kommissionsmehrheit beschloss der Rat, dass der Entscheid des Bundesrates über die Anonymisierung vor einem Richter einklagbar sein müsse, wie es Art. 6 der Menschenrechtskonvention verlangt. Für den

Nationalrat war diese Argumentation jedoch nicht überzeugend, da es ja nicht um eine rechtliche Untersuchung gehe, sondern um einen historischen Bericht. Er befürchtete insbesondere, dass mit diesem ausgebauten Persönlichkeitsschutz versucht werden könnte, die Veröffentlichung des Berichtes mit Gerichtsverfahren ungebührlich in die Länge zu ziehen. Aus dem gleichem Grund fügte er auch noch die explizite Bestimmung ein, dass das Bundesgesetz über den Datenschutz – welches Betroffenen unter Umständen ein Einsichtsrecht vor der Publikation hätte einräumen können – nicht anwendbar ist. Diese Entscheide wurden schliesslich auch von der kleinen Kammer übernommen. Der Beschluss wurde für dringlich erklärt und am 13. Dezember von beiden Räten einstimmig verabschiedet. Am 19. Dezember ernannte der Bundesrat die von **Jean-François Bergier** geleitete neunköpfige internationale Expertenkommission (5 Schweizer, 4 Ausländer), welche acht Historiker und einen Juristen umfasst.²¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 15.12.1997
HANS HIRTER

Am 8. Dezember gaben die beiden Grossbanken Schweizerischer Bankverein (SBV) und Schweizerische Bankgesellschaft (SBG) ihre Fusion zur **United Bank of Switzerland (UBS)** bekannt. Damit entstand das weltweit in bezug auf Eigenkapital grösste und in bezug auf Bilanzsumme zweitgrösste Finanzinstitut. Dieser Zusammenschluss wird 1998 noch von den Aktionärsversammlungen abgesegnet werden müssen und bedarf auch der Genehmigung durch die Wettbewerbsbehörden sowohl der Schweiz als auch der übrigen Hauptaktivitätsregionen der beiden Banken (EU und USA). Da diese Fusion die bereits vorher bei beiden Banken eingeleiteten Umstrukturierungen noch akzentuieren wird, wurde auch ein massiver Stellenabbau angekündigt. Nach den Plänen der Fusionspartner soll er – bei einer Beschäftigtenzahl von 58'000 (davon 38'000 in der Schweiz) – rund 13'000 (davon 7'000 in der Schweiz) betragen.

Die **Reaktionen** in der Öffentlichkeit waren denn auch zwiespältig. Einerseits wurden die Fusion und auch die Umstrukturierungen als richtige Schritte für die Erhaltung der Konkurrenzfähigkeit im globalisierten Finanzmarkt anerkannt, andererseits protestierten nicht nur die Gewerkschaften und die Linke gegen den geplanten Stellenabbau. Von der SP und dem SGB in mehreren Städten organisierte Protestkundgebungen vermochten allerdings insgesamt nur rund 1'000 Personen zu mobilisieren. Die SP meldete sich in der Dezembersession des Nationalrats während der Fragestunde mit neun Interventionen zu den sozialen Folgekosten der Entlassungen und zu den befürchteten Steuerausfällen zu Wort. Bundesrat Delamuraz appellierte an die soziale Verantwortung der beiden Banken und gab im weiteren zu bedenken, dass rechtliche Vorbehalte nur unter wettbewerbsrechtlichen, nicht aber wirtschafts- oder sozialpolitischen Aspekten zulässig seien. In Basel-Stadt, wo der Bankverein bisher seinen Hauptsitz hatte, zeigte man sich besonders besorgt um die Steuerausfälle, die durch die Wahl Zürichs als alleinigen Hauptsitz für die neue UBS entstehen würden. Sowohl die Regierung von Basel-Stadt als auch Ständerat Rhinow (fdp, BL) – mit einer parlamentarischen Initiative – forderten die Abschaffung der rechtlichen Bestimmung, dass eine Aktiengesellschaft nur einen Hauptsitz haben kann. Mit dieser Revision könnte der Vorschlag der UBS realisiert werden, ihren Hauptsitz sowohl in Basel als auch in Zürich zu haben.²²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 18.11.1998
HANS HIRTER

Die Sucharbeit des **Volcker-Komitees** nach nachrichtenlosen Konten bei Schweizer Banken und nach Anspruchsberechtigten wurde fortgesetzt. Im Sommer waren im Auftrag dieses Komitees 375 meist ausländische Revisoren, im Herbst gar deren 420 mit der Überprüfung von Kontenbeständen schweizerischer Banken beschäftigt. Die gesamten Kosten dieser für das Image der Banken als sehr wichtig erachteten Operation wurden auf CHF 150 Mio. geschätzt. Die Ermittlung von Berechtigten für die rund 5'000 nachrichtenlosen Konten ausländischer Inhaber, deren Namen die Banken im Vorjahr auf Listen international publiziert hatten, wurde ebenfalls fortgesetzt. Nachdem knapp 10'000 Ansprüche eingegangen waren, konnten von den total CHF 78 Mio. deren 5.5 Mio. zugewiesen werden, dabei betrug der Anteil von Geldern von Holocaustopfern weniger als 20 Prozent.²³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 29.11.1999
HANS HIRTER

Rund sechs Monate nach dem grundsätzlichen **Vergleich der beiden Schweizer Grossbanken Crédit Suisse und UBS mit den jüdischen Klägern** regelten die beiden Seiten auch die Details des Übereinkommens. Die USD 1.25 Mia. sollen an folgende, nicht auf Juden beschränkte Personenkategorien verteilt werden: Anspruchsberechtigte für nachrichtlose Konten – Personen, deren Vermögenswerte von den Nazis beschlagnahmt worden und zu schweizerischen Institutionen gelangt sind – Zwangsarbeiter in Firmen mit Geschäftsbeziehungen zu Schweizer Banken – Zwangsarbeiter in Firmen mit Schweizer Hauptsitz – an der Schweizer Grenze zurückgewiesene und später in Konzentrationslager deportierte Personen. Im Sommer wurde weltweit in Zeitungsinserten die eventuell Berechtigten aufgerufen, ihre Ansprüche anzumelden. Gleichzeitig wurden auch Personen, die mit dem Vergleich nicht einverstanden sind, und die privatrechtlich gegen Schweizer Institutionen klagen wollen, aufgefordert, sich beim New Yorker Richter Korman zu melden. Knapp 300 Personen machten von dieser „opting out-Klausel“ Gebrauch, während rund 450'000 Forderungen anmeldeten. Korman erteilte Ende November den Auftrag, einen Verteilplan zu entwerfen.²⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 06.12.1999
HANS HIRTER

Der mit der Suche nach nachrichtlosen Konten bei Schweizer Banken beauftragte **„Volcker-Ausschuss“** konnte die von internationalen Treuhandfirmen durchgeführte kostspielige Durchforstung der Archive und Kontenlisten abschliessen. Aufgrund von Indiskretionen entstand vor der auf November angekündigten Publikation des Schlussberichts eine Kontroverse in den Medien. Während eine internationale Agentur verbreitete, dass 48 000 nachrichtlose Konten von Holocaustopfern gefunden worden seien, präzisierten Schweizer Medien, dass in dieser Zahl auch 34 000 geschlossene, also nicht nachrichtlose Konten enthalten sind. Von den verbleibenden 14 000 habe sich bei 2800 eine Übereinstimmung mit Namen auf der Liste der Holocaustopfer ergeben. Am 6. Dezember präsentierte die Volcker-Kommission in Zürich ihren **Schlussbericht**. Die Zahlen sahen darin nochmals etwas anders aus. In einem Eliminationsverfahren war die Kommission – d.h. die von ihr beauftragten rund 650 Spezialisten – auf 53 886 Konten mit ungeklärtem Schicksal gestossen, bei welchen ein Zusammenhang mit Holocaust-Opfern nicht ausgeschlossen werden kann. Rund 3200 davon stimmen mit Namen der Holocaustopferliste der Yad Vashem Gedenkstätte in Jerusalem überein und waren bis mindestens 1955 nachrichtlos. Bei weiteren 7000 stehen zwar die Namen nicht in der Liste, andere Charakteristika (Wohnort in einem Staat der Achsenmächte oder besetzten Gebiet und zehn Jahre Nachrichtenlosigkeit nach Kriegsende) lassen jedoch die Vermutung zu, dass es sich um Holocaustopfer gehandelt haben könnte. Die restlichen 43 000 Konten sind solche, die zwischen 1933 und 1945 von Bewohnern der Staaten der Achsenmächte oder von ihnen besetzten Gebieten eröffnet und seither wieder geschlossen worden sind. Rund 31 000 davon lauteten auf Namen, die auch in der Liste der Holocaustopfer erscheinen; davon war bei rund der Hälfte die Übereinstimmung exakt, bei der anderen Hälfte ungefähr. Die übrigen 12 000 Konten wurden zwischen 1933 und 1945 von Ausländern eröffnet, bei denen sich nicht nachweisen lässt, dass sie aus einem der Staaten der Achsenmächte oder einem besetzten Gebiet stammen und deren Namen nicht mit solchen der Holocaustopferliste übereinstimmen. Über den Wert der Konten der verschiedenen Kategorien machte der Bericht keine konkreten Angaben. Aus den Schätzungen war aber ersichtlich, dass er – auch bei einer Anpassung an heutige Geldwerte und Verzinsung – die von Kritikern der Banken genannten Milliardensummen bei weitem nicht erreicht.²⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 06.12.1999
HANS HIRTER

Von den gut 53'000 Konten waren zum Zeitpunkt der Untersuchung nur **2726 noch offen** und damit nachrichtlos; bei den geschlossenen Konten liessen sich grösstenteils (36'000) die Gründe für die Aufhebung nicht mehr rekonstruieren. Im weiteren befinden sich rund 12'000 darunter, bei welchen die Gebühren die Erträge überstiegen haben, und die deshalb in gebührenfreie Sammelkonten überwiesen wurden. Weiterer Abklärung bedürfen diejenigen geschlossenen Konten, welche auf Anweisung der Inhaber an die Behörden anderer Staaten ausbezahlt worden sind, und die 980 Konten, die zugunsten der Bank aufgelöst wurden, ohne dass ersichtlich ist, ob die Bank das Geld in die eigene Tasche gesteckt oder später sich meldenden Berechtigten oder karitativen Organisationen übergeben hat.

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 06.12.1999
HANS HIRTER

Die Volcker-Kommission empfahl der Eidgenössischen Bankenkommission, die **Namen von gut 25'000 Kontoinhabern zu publizieren**, da sich darunter Holocaustopfer befinden könnten. Es handelt sich dabei um die Konten der beiden ersten oben erwähnten Kategorien und die rund 15'000 inzwischen aufgelösten Konti, bei denen der Name des Inhabers genau mit einem Namen in der Opferliste übereinstimmt. Grundsätzlich stellte die Volcker-Kommission den Banken ein gutes Zeugnis aus. Es hätten sich keine Hinweise auf systematische Veruntreuung von Guthaben von Holocaustopfern, Vernichtung von Akten oder Diskriminierung ihrer Erbberechtigter finden lassen. In Einzelfällen habe es allerdings bei gewissen Banken fragwürdige und unlautere Praktiken gegeben. Insbesondere sei sie auf 49 Fälle gestossen, in denen die Banken den Erben von Opfern ungenügende oder falsche Informationen gegeben hätten.²⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 31.12.1999
HANS HIRTER

Da auch in Zukunft **Probleme mit nachrichtenlosen Konten** entstehen können, machte die Bankiervereinigung Vorschläge für eine **gesetzliche Regelung** mit zusätzlichen brancheninternen Vorschriften. Auf Gesetzesesebene soll eine Ablieferung an den Staat oder an eine gemeinnützige Institution nach einer nachrichtenlosen Frist von 30 bis 40 Jahren eingeführt werden. Als nachrichtenlos soll eine Anlage bereits dann gelten, wenn die Inhaber nicht mehr kontaktiert werden können. Derartige Konten sollen von den Banken weiterhin bewirtschaftet werden und alle Akten müssten über die gesetzliche Frist von zehn Jahren hinaus aufbewahrt werden.²⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 12.09.2000
HANS HIRTER

Ende Februar, gut zwei Monate nach der Präsentation des Abschlussberichts, löste sich das für die Abklärung des Umgangs von Schweizer Banken mit Geldern von Holocaust-Opfern eingesetzte sogenannte Volcker-Komitee auf. Zu regeln blieb noch die Frage nach dem **Umfang der zu errichtenden Datenbank über Schweizer Bankkonten aus der Zeit des 2. Weltkriegs**. Ursprünglich war von amerikanischer Seite verlangt worden, dass diese Datenbank sämtliche 4,1 Mio. Konten, die damals auf Schweizer Banken eröffnet worden waren, umfassen soll. Der für den Vergleich mit den Grossbanken zuständige New Yorker Richter Kormann hatte diese Position übernommen. Die Eidgenössische Bankenkommission hatte hingegen nur die Aufnahme derjenigen rund 46 000 Konten erlaubt, bei welchen das Volcker-Komitee einen möglichen oder wahrscheinlichen Zusammenhang mit Holocaust-Opfern nicht ausschloss. Als Kompromiss boten die beiden Grossbanken an, dass sie ihre eigenen Datenbanken mit 2,1 Mio. Konten aus dieser Zeit für die Abklärung von weiteren berechtigten Ansprüchen zur Verfügung stellen würden. Damit gab sich die Gegenseite zufrieden, und Richter Kormann hiess den Vergleich Ende Juli endgültig gut. Einen guten Monat später lag auch der Verteilungsplan für die 1,25 Mia. US-\$ vor.²⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 11.10.2000
HANS HIRTER

Da auch in Zukunft **Probleme mit nachrichtenlosen Konten** entstehen können, waren 1997 Vorarbeiten für eine rechtliche Regelung dieses Bereichs eingeleitet worden. Im Sommer 2000 wurde ein Vorentwurf zu einem neuen Gesetz in die Vernehmlassung gegeben. Dieser sieht vor, dass Banken und Versicherungen aktiv nach Konto- resp. Policeninhabern suchen müssen, wenn sie während acht Jahren keine Nachrichten mehr erhalten haben. Bleibt die Suche erfolglos, so sind die Namen der Inhaber einer zentralen Meldestelle anzugeben, welche später Berechtigten, die nach allfälligen Guthaben suchen, Auskunft erteilen kann. Nach fünfzig Jahren sollen nachrichtenlose Vermögen an den Bund gehen. Diese neuen Bestimmungen fanden nur bei der SP uneingeschränkte Unterstützung. Für die Bankiervereinigung und die SVP wären Rahmenbestimmungen ausreichend und namentlich die Schaffung einer Meldestelle der Wirtschaft zu überlassen. Die Banken selbst ersetzten ihre 1995 erlassenen Richtlinien durch eine modernere Fassung.²⁹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 19.02.2005
HANS HIRTER

Die Bankiervereinigung reagierte negativ auf die Ende 2003 von den bürgerlichen Abgeordneten der beiden Parlamentskammern praktisch einstimmig gutgeheissenen Vorstösse für die Verankerung des **Bankgeheimnisses in der Bundesverfassung**. Eine solche zusätzliche rechtliche Absicherung erachtete sie als überflüssig. Zudem wäre es ihrer Ansicht nach für den Ruf des schweizerischen Finanzplatzes wenig nützlich, darüber einen Abstimmungskampf durchzuführen und der Linken eine breite und international gut beachtete Plattform für ihre Kritik an den schweizerischen Banken und dem Bankgeheimnis zu geben.³⁰

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 17.12.2007
HANS HIRTER

Von der **Krise auf dem amerikanischen Hypothekenmarkt** war auch die schweizerische Grossbank UBS massiv betroffen. Zum Verhängnis wurde ihr ein übergrosses Engagement im hochriskanten Markt mit bonitätsmässig schlecht abgesicherten Immobilienhypotheken in den USA (so genannter Subprime-Markt). Im dritten Jahresquartal musste die UBS rund 5 Mia Fr. abschreiben und einen Verlust von rund 700 Mio Fr. ausweisen. Im Dezember gab sie bekannt, dass sie im vierten Quartal nochmals 11 Mia Fr. habe abschreiben müssen. Die andere schweizerische Grossbank, die CS, sah sich zwar auch zur Abschreibung von einigen Milliarden gezwungen, war aber insgesamt von der Krise weniger betroffen. Im Nationalrat versuchte die Linke in der Dezembersession vergeblich, aus diesem Anlass eine Diskussion über die Rolle der Banken in der schweizerischen Volkswirtschaft und über die Notwendigkeit strenger Regeln und Kontrollen für den Finanzmarkt auf die Traktandenliste zu setzen. Ihr Wunsch nach der dringlichen Behandlung einer Interpellation der SP-Fraktion fand keine Mehrheit. Immerhin kam die internationale Bankenkrise im Nationalrat in der Fragestunde vom 17. Dezember doch noch zur Sprache.³¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 31.01.2008
HANS HIRTER

Von der Krise auf dem amerikanischen Hypothekenmarkt und den daraus entstandenen Erschütterungen der Finanzmärkte waren alle international tätigen Schweizer Banken, **insbesondere aber die Grossbank UBS massiv betroffen**. Der Verlust im Geschäftsjahr 2007 hatte 4,4 Mia Fr. betragen und stieg im ersten Quartal 2008 auf 11,5 Mia Fr. Bei ihren Wertpapierbeständen, namentlich bei Titeln aus dem US-Hypothekengeschäft, musste die UBS bis Januar 2008 rund 21 Mia Fr. und nach dem ersten Quartal nochmals 19 Mia Fr. abschreiben. Die andere Grossbank, die CS, hatte 2007 mit einem Konzerngewinn von 8,5 Mia Fr. abgeschlossen, musste dann aber 2008 auch erhebliche Wertberichtigungen vornehmen.³²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 02.10.2008
HANS HIRTER

Der Bundesrat und die Bankenvertreter wiesen zuerst lange Zeit auf die gesunde Struktur der beiden Grossbanken UBS und CS und ihre ausreichende Kapitaldecke hin. Die Nationalbank ihrerseits half, wie andere Notenbanken auch, mit Liquiditätsspritzen für die Geschäftsbanken aus. Wie viele andere Staaten, deren Immobilienmärkte ebenfalls gesund finanziert waren, ergriffen die schweizerischen Behörden bis in den Herbst hinein keine besonderen **Massnahmen zur Stützung der Banken**. Mitte September, nach dem Zusammenbruch der amerikanischen Bank Lehman Brothers und dem massiven Kurssturz an den Aktienbörsen, verstärkte die Nationalbank ihre Bemühungen zur Sicherung der Liquidität der Geschäftsbanken. Gleichzeitig häuften sich die Forderungen, namentlich der politischen Linken, nach staatlichen Interventionen. Aber auch nachdem die EU-Staaten den Einlegerschutz für Bankkunden massiv verbessert hatten, sah der Bundesrat noch keinen Anlass zum Handeln. Er kündigte allerdings an, dass er diverse Massnahmen vorbereitet habe und sie wenn nötig auch beschliessen werde. Wirtschaftsministerin Leuthard versicherte, dass man eine Grossbank wie die UBS nicht werde untergehen lassen. An ihrer ausserordentlichen Generalversammlung anfangs Oktober erweckte die UBS den Eindruck, dass „das Schlimmste überstanden“ sei.³³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 14.11.2008
HANS HIRTER

Unter besonderen Druck geriet die schweizerische Grossbank UBS in den USA. Dort hatte Ende 2007 ein Immobilienmakler im Rahmen einer **Untersuchung der US-Steuerbehörde IRS** zugegeben, mit Hilfe von Angestellten der UBS Hunderte von Millionen Dollar vor den Steuerbehörden versteckt zu haben. Im Rahmen der Abklärungen gegen die UBS verhafteten die amerikanischen Behörden einen aktuellen und einen früheren UBS-Mitarbeiter. Letzterer trat als Kronzeuge auf und gab den Behörden ausführlich Auskunft über die Mittel, mit welchen UBS-Angestellte amerikanische Kunden bei der Steuerhinterziehung und -umgehung unterstützt hatten. Nach diplomatischen Bemühungen der Schweiz, welche befürchtete, dass die UBS unter dem Druck einer Lizenzverweigerung die Kundenbeziehungen offen legen könnte und damit gegen schweizerisches Recht verstossen würde, reichten die US-Behörden bei der Schweiz ein ordentliches Rechtshilfegesuch ein. Das Tempo, das die Schweiz bei der Behandlung dieses Gesuchs anschlug, erschien den Amerikanern jedoch als zu zögerlich. Ende 2008 verlangten sie ultimativ den Abschluss dieses Rechtshilfeverfahrens bis Anfang 2009.³⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTEDATUM: 17.02.2009
HANS HIRTER

Als besonders stossend empfand ein Teil der Öffentlichkeit, dass die **UBS**, welche der Staat im Vorjahr mit Riesensummen vor dem Untergang bewahrt hatte, ihren Mitarbeitern für das Geschäftsjahr 2008, in welchem sie einen Verlust von knapp 20 Mia Fr. ausgewiesen hatte, **Boni im Umfang von rund 2 Mia Fr.** ausbezahlte. Die Finma hatte diese Zahlungen mit dem Argument bewilligt, dass diese zum Teil vertraglich geschuldet seien und bei einem Verzicht auf Boni gute Mitarbeiter die Bank verlassen würden. Von den politischen Parteien forderte zuerst die SP staatlich verordnete Höchstlöhne für die Spitzenmanager der Grossbanken. Später zog auch die SVP nach, was allerdings parteiintern nicht unbestritten war.³⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTEDATUM: 13.03.2009
HANS HIRTER

Am 13. März beschloss der Bundesrat seine neue Strategie zur Bewältigung der Krise im Zusammenhang mit den fortgesetzten Angriffen aus dem Ausland auf das schweizerische Bankgeheimnis. Demnach werde sich die Schweiz vorbehaltlos an die **OECD-Standards** (konkret ging es um Art. 26 des Musterabkommens der OECD für Doppelbesteuerungsabkommen) halten und in Zukunft auch in Fällen von qualifizierter Steuerhinterziehung von im Ausland wohnenden Personen mit schweizerischen Bankkonten Amtshilfe leisten. Zuvor waren bereits Belgien, Liechtenstein und andere wegen ihres Bankgeheimnisses unter Druck geratene Staaten auf diese Linie eingeschwenkt; Luxemburg und Österreich taten diesen Schritt gleichzeitig mit der Schweiz. Diese Lockerung gelte gemäss Bundesrat allerdings nur für konkrete, mit einem Verdacht belastete Einzelfälle und nicht für „fishing expeditions“ ausländischer Steuerbehörden. Entsprechende Doppelbesteuerungsabkommen würden in den nächsten Monaten ausgehandelt. Ein automatischer Informationsaustausch mit ausländischen Steuerbehörden komme hingegen nicht in Frage und für im Inland wohnende Bankkunden bleibe das Bankgeheimnis bei Steuerhinterziehung weiterhin in Kraft.

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTEDATUM: 14.03.2009
HANS HIRTER

Die **Reaktionen der politischen Parteien** fielen unterschiedlich aus. Die SP begrüßte den Schritt des Bundesrates als längst überfällig und sprach sich für eine Ausdehnung auch auf inländische Bankkunden aus. Auf der anderen Seite warf die SVP der Landesregierung Verrat an den Bankkunden und Kapitulation vor einer ausländischen Erpressung vor. FDP und CVP rieten dazu, zuerst die Umsetzung in neuen Doppelbesteuerungsabkommen und die konkreten Auswirkungen abzuwarten. Sowohl der Wirtschaftsdachverband Economiesuisse als auch die Bankiervereinigung stellten sich hinter den Bundesrat.³⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTEDATUM: 01.12.2010
SUZANNE SCHÄR

Die Unruhe rund um den Finanzplatz Schweiz belebte den Ratsbetrieb auch ausserhalb der Staatsvertragsfrage und des bundesrätlichen Ansinnens, das Parlament über den Planungsbeschluss in die Pflicht zu nehmen und der Finanzplatzdebatte eine strategische Richtung zu geben. Der bunte Strauss an Vorstössen, deren Beratung im Berichtsjahr noch ausstand, lässt sich thematisch zu vier Gruppen zusammenfassen. Zwei Vorlagen zielten erstens auf die Aufgaben der **Finma** als Aufsichts- und Regulierungsbehörde. Zur **Senkung des von den grossen Finanzinstituten ausgehenden Systemrisikos** wurden zweitens Massnahmen wie eine Vergütungsobergrenze für Kader von Banken, die staatliche Unterstützung erhielten, eine obligatorische Finanzrisikoversicherung für Banken und Versicherungen oder die Auferlegung der Kosten für Amtshilfeverfahren, wahlweise auf die verursachenden Firmen oder die verantwortlichen strategischen und operativen Kader vorgeschlagen. Unzufrieden mit den bisher ergriffenen Massnahmen zur Stabilisierung des Finanzplatzes (Doppelbesteuerungsabkommen nach OECD-Standard in der Form einer Abgeltungssteuer), lancierte das linke Lager drittens diverse Vorstösse, über die der Bund zu einer sogenannten **Weissgeld- oder Qualitätsstrategie** und damit zur Abkehr vom fiskalischen Bankgeheimnis verpflichtet werden sollte. Aus der SVP-Fraktion schliesslich stammten Motionen, welche die **Angriffe auf das Bankgeheimnis** über eine enge Auslegung der völkerrechtlichen Verpflichtungen der Schweiz oder mit der Androhung von Wirtschaftssanktionen zu parieren suchen.³⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 06.09.2011
FABIO CANETG

Der Staatsvertrag in Sachen DBA/UBS regelte zwar nur den Einzelfall UBS, sah aber im Sinne eines Präzedenzfalls Verhandlungen über ein ähnliches Abkommen vor, sollte eine weitere Unternehmung in vergleichbarem Ausmass („gleiches Handlungsmuster unter gleichen Umständen“) US-Recht gebrochen haben wie die UBS. Ein solches Abkommen hätte bei entsprechendem Abschluss ebenfalls rückwirkende Datenlieferung im Zusammenhang mit fortgesetzter, schwerer Steuerhinterziehung ausgelöst. Die USA nutzten diese Präzedenzwirkung um im Berichtsjahr **Druck auf die ebenfalls systemrelevante Credit Suisse (CS)** aufzubauen. Die US-Behörden beschuldigten die Bank, ähnlich wie die UBS gehandelt zu haben und forderten sie dazu auf, ebenfalls rückwirkend, Kundendaten zu liefern. Weil im Bundesbeschluss vom September 2010 betreffend rückwirkende Datenlieferungsoption nur der Einzelfall UBS erfasst war, hätte eine entsprechende Anwendung des genannten Passus erneut via Staatsvertrag und Absegnung durch das Parlament erfolgen müssen. Dies löste unter allen grossen Parteien starken Widerstand aus, wenngleich anerkannt wurde, dass eine US-Strafklage gegen die CS ebenfalls existenzbedrohendes Ausmass annehmen würde. Der Bundesrat schloss einen neuerlichen Staatsvertrag mit rückwirkender Amtshilfe dezidiert aus, weil er das Verhalten der CS als ungleich weniger gravierend einstufte als jenes der UBS. Dabei äusserte er rechtsstaatliche Bedenken bezüglich der Rückwirkung. Genannter Passus konnte nur bis zur Erfüllung des UBS-Staatsvertrags angewendet werden, was zum Zeitpunkt der US-Drohungen schon fast vollständig der Fall war (vollständig spätestens ab September 2011). Weil der Bundesrat eine erneute Anwendung von Notrecht kategorisch ausschloss, schien es jedoch ungeachtet der Vorgeschichte möglich, dass die Schweiz erneut den Weg via Staatsvertrag nehmen musste, wenn entsprechender Druck aus den USA im Falle der CS stark und glaubwürdig ansteigen würde.³⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 21.09.2011
FABIO CANETG

Im Frühjahr 2011 lancierte Bundesrätin Eveline Widmer-Schlumpf die Diskussion zur Übernahme der in absehbarer Zeit erneut überarbeiteten **OECD-Standards für Amtshilfe in Steuersachen** (OECD Musterabkommen für Doppelbesteuerungsabkommen), wonach Amtshilfe auch für Gruppenanfragen ohne spezifische Namensnennung und aufgrund von Verhaltensmustern möglich sein soll, sofern der Bank „aktives, schuldhaftes Verhalten“ angelastet werden kann. Bundesrätin Widmer-Schlumpf argumentierte, dass nach der ersten Anerkennung des OECD-Amtshilfestandards eine Nichtübernahme der angepassten Standards international kaum akzeptiert würde. Deshalb sprach sie sich für eine entsprechende Anpassung der in der Zwischenzeit abgeschlossenen DBA rückwirkend per Änderungsdatum (USA: September 2009) aus. Rechtsexperten wiesen darauf hin, dass das Bundesverwaltungsgericht in einem Urteil vom März 2009 Gruppenanfragen erlaubt habe, weshalb eine Anpassung des DBA rechtlich nicht nötig sei. Nach anderer Meinung wurde entsprechender Gerichtsbeschluss auf Basis des DBA mit den USA von 1996 gefällt, was nicht impliziere, dass Gruppenanfragen auch auf Basis des neuen DBA mit den USA von 2009 möglich sein würden. Der Bundesrat erachtete es aber, abgesehen von der rechtlichen Notwendigkeit, als angezeigt, dass Parlament über die Auslegeregulierung befinden zu lassen, weil die neue Auslegung der bisher vom Bundesrat kommunizierten Position teilweise widerspräche.³⁹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 20.12.2011
FABIO CANETG

Die USA verschärften ab Dezember 2011 den **Druck auf den Schweizer Finanzplatz** erneut. Sie forderten zusätzlich zu den bereits erhaltenen anonymisierten statistischen Angaben zu US-Kundenbeziehungen in der Schweiz unter anderem Informationen bezüglich Korrespondenz mit und über die US-Kunden und die Bezahlung einer Busse in der Grössenordnung von nun CHF 3 Mia. (Summe für den gesamten Finanzplatz). Abkommen dieser Form wurden elf Schweizer Banken individuell unterbreitet, womit sich die Krise von einer Globallösung (Vergangenheitsbewältigung für den gesamten Finanzplatz) wegbewegte. Die Erfüllung der Bedingungen hätte für das einzelne Institut Klagefreiheit bedeutet, nicht aber für den gesamten Finanzplatz.⁴⁰

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 04.04.2012
FABIO CANETG

Der zweite Bereich des US-Steuerstreits betraf die rund ein Dutzend **in ein strafrechtliches Verfahren verwickelten Banken**, die vornehmlich unbeobachtet von der Öffentlichkeit versuchten, ein individuelles Abkommen mit den US-Behörden abzuschliessen. Auf Druck der Amerikaner lieferten mindestens fünf Banken im Jahresverlauf Mitarbeiterdaten in die USA: Der Bundesrat hatte diese Handlung auf Basis von Artikel 271 StGB bewilligt. Die irritierten Bankmitarbeiter klagten darauf ihre Arbeitgeber wegen Verletzung der Fürsorgepflicht an, worauf diese die Verantwortung

an den Bundesrat abschoben. Dieser hielt wiederum fest, dass seine Bewilligung zur Datenlieferung nur vor möglicher strafrechtlicher, jedoch nicht vor zivilrechtlicher Verfolgung befreiende Wirkung entfaltete. Tatsächlich enthielt die Bewilligung des Bundesrats den ausdrücklichen Hinweis auf die zivilrechtlichen Verpflichtungen der Banken aus ihren Arbeitsverhältnissen. Das Vorgehen des Bundesrats erntete trotzdem sowohl juristische als auch politische Kritik.

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 03.12.2012

FABIO CANETG

Die absehbare Einführung der US-Regulierungen des Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) beschäftigte im Berichtsjahr weniger das Parlament als vielmehr die Schweizer Diplomatie. In seiner ursprünglichen Form sah FATCA für alle potenziell in den USA steuerpflichtigen Kunden eine Datenmeldung an die US-Steuerbehörde (IRS) durch die betreuenden Finanzintermediäre vor. Im Falle einer Nicht-Zustimmung zur Datenmeldung durch einen betroffenen Kunden sollten alle US-Zahlungen an diesen sogenannt „unkooperativen“ Kunden mit einer Quellsteuer von 30% belegt werden. Zusätzlich waren in diesem Fall die Einfrierung der betroffenen Kundengelder und die anschliessende Saldierung der entsprechenden Konti vorgesehen. Von der Meldepflicht ausgenommen werden sollten unter anderem Lokalbanken, deren Kunden zu mindestens 98% aus dem Inland stammten. Diese Institute wurden a priori als FATCA-konform angesehen. International stiess FATCA wegen seiner extraterritorialen Wirkung auf Kritik, vor allem weil die Regelung häufig im Konflikt mit den lokalen Rechtsordnungen stand. Zusätzlich bemängelten Finanzverbände die unverhältnismässig hohen Kosten der Umsetzung. Für die Schweiz war besonders stossend, dass kaum eine Lokalbank mindestens 98% Schweizer Kundenbeziehungen unterhielt, weil viele Banken Kunden im grenznahen Ausland betreuten. Derweil wurden den EU-Finanzinstituten die Bürger sämtlicher Mitgliedsstaaten als inländische Kunden angerechnet. Das bilaterale Abkommen zwischen der Schweiz und den USA, das Ende 2012 paraphiert wurde, sah für den Schweizer Finanzplatz verschiedene **Erleichterungen bei der Umsetzung von FATCA** vor. Unter anderem wurde die Meldungspflicht von potenziell in den USA steuerpflichtigen Personen auf 1.1.14 verschoben. Zusätzlich wurden Sozialversicherungen, Pensionskassen sowie Sach- und Schadenversicherungen von FATCA ausgenommen. Lokalbanken, deren Kunden zu mindestens 98% aus der Schweiz oder der EU stammten, wurden ebenfalls als a priori FATCA-konform angesehen, was einer faktische Ausnahme von der Meldepflicht entsprach und den befürchteten Wettbewerbsnachteil gegenüber Finanzintermediären aus dem EU-Raum abwendete. Im Gegenzug wurde den Schweizer Lokalbanken verboten, US-Kundengelder abzulehnen. Die wichtigste Regelung betraf jedoch die Datenlieferung an die USA, weil diese nach ursprünglichem Abkommen im Konflikt mit dem schweizerischen Bankkundengeheimnis gestanden hätte. Der Vertrag sah vor, dass Schweizer Finanzintermediäre direkt Kundeninformationen in die USA übermitteln sollten, falls der Kunde der Datenlieferung zustimmte. Andernfalls war, im Gegensatz zur erlassenen FATCA-Regelung, weder ein Quellsteuerabzug auf US-Wertschriften noch die Schliessung der betroffenen Kundenkonti vorgesehen. Allerdings verpflichteten sich die Finanzdienstleister in diesem Fall dazu, aggregierte Informationen zu den unkooperativen Kunden an die USA zu übermitteln, worauf diese ein Amtshilfegesuch an die Schweizer Behörden stellen konnten (Gruppenanfrage mit spezifischen Verhaltensmuster, in diesem Falle die Nicht-Zustimmung zur Offenlegung der Konti). Die Schweizer Behörden konnten darauf die Herausgabe der Kundeninformationen verfügen. Bundesrätin Widmer-Schlumpf anerkannte, dass die gefundene Lösung zwar formell keinem automatischen Informationsaustausch entsprach, faktisch diesem aber sehr nahe kam. Für die internationale Verhandlungsposition bezüglich des von der Schweiz gegenüber dem automatischen Informationsaustausch bevorzugten Abgeltungssteuerkonzepts war es offensichtlich wichtig, formell keinem automatischen Informationsaustausch zuzustimmen. Dies scheint mit ein Grund zu sein, weshalb die Schweiz auf Reziprozität verzichtete, also von den USA keine Datenlieferungen zu in der Schweiz steuerpflichtigen Personen erhalten wollte. Mit dem FATCA-Vertrag setzen sich die eidgenössischen Räte ab 2013 auseinander.⁴¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 21.12.2012
FABIO CANETG

Nach dem Scheitern des Abgeltungssteuerabkommens mit Deutschland war am Jahresende ungewiss, ob das Konzept der Abgeltungssteuer Zukunft haben würde. Zwar konnte mit verschiedenen Ländern ein Abgeltungssteuerabkommen geschlossen werden, andererseits schien sich abzuzeichnen, dass in Europa der Trend in Richtung eines **automatischen Informationsaustauschs** gehen würde, unter anderem weil das deutsche Parlament nicht von der Abgeltungssteuer überzeugt werden konnte. Zusätzlich stärkte die Umsetzung von FATCA in Luxemburg und Österreich – beide Länder blockierten die Einführung eines automatischen Informationsaustauschs in der EU – die Verhandlungsposition anderer EU-Länder, die den Informationsaustausch einführen wollten. Dies, weil die EU eine Meistbegünstigungsklausel kannte und FATCA faktisch zu einem Informationsaustausch führte. Am Jahresende äusserte sich Bundesrätin Widmer-Schlumpf dahingehend, dass eine Diskussion um den Informationsaustausch auch für die Schweiz kein Tabu sein dürfe. Dafür wurde sie von den Vertretern der bürgerlichen Parteien scharf kritisiert.⁴²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 01.09.2015
NICO DÜRRENMATT

Per 1. September 2015 wurde die **Postfinance** als fünftes Bankinstitut (nach UBS, CS, ZKB, Raiffeisen) von der SNB als systemrelevant eingestuft. Begründet wurde dieser Schritt mit der derart starken Stellung der Postfinance im Einlagengeschäft und im Zahlungsverkehr, dass im Falle eines Konkurses der Postfinance grosse volkswirtschaftliche Schäden entstehen würden. Als Folge ihrer Systemrelevanz muss die Postfinance strengere Vorgaben erfüllen, etwa im Bereich des Eigenkapitals.⁴³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 07.04.2016
NICO DÜRRENMATT

Nach dem Willen des Ausschusses für Bankensicherheit der Bank für internationalen Zahlungsausgleich (BIZ) sollen **bankinterne Berechnungsmethoden für das zu haltende Eigenkapital** eingeschränkt oder für einzelne Anlagebereiche (Kredite an andere Banken und Grossunternehmen, Anlagen in Aktien) gänzlich verboten werden. Die Einschränkung soll zum einen über sogenannte "Input floors" erfolgen, die Mindestlimiten für die von den Banken in ihren Berechnungsmodellen verwendeten Parametern definieren; zum anderen sollen "Output floors" dafür sorgen, dass die von den Banken selber berechneten Eigenkapitalanforderungen nicht allzu stark von jenen Werten abweichen, die unter Verwendung von Standardmodellen errechnet worden wären.

Obwohl die BIZ betonte, mit den geplanten Massnahmen keine generelle Erhöhung der Eigenkapitalanforderungen implementieren zu wollen, dürften sich die Eigenkapitalanforderungen insbesondere für jene Banken stark erhöhen, die bis anhin stark auf eigene, eher unvorsichtige Berechnungsmodelle gesetzt haben. Entsprechend stark dürfte der Widerstand jener Institute gegen die geplanten Neuerungen ausfallen.⁴⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 11.10.2016
NICO DÜRRENMATT

Gut drei Monate nach dem Fall BSI wurde eine weitere Schweizer Bank von ihren getätigten Geschäften im Zusammenhang mit dem malaysischen Staatsfonds 1MDB eingeholt: Die Zentralbank Singapurs entzog der **Privatbank Falcon** mit sofortiger Wirkung ihre Lizenz und verfügte damit deren Schliessung im Stadtstaat. Überdies verhängte sie eine Busse von umgerechnet rund CHF 3,7 Mio. gegen die Falcon. Der Bank wurden grobe Verfehlungen gegen die lokalen Geldwäschereibestimmungen sowie „unstatthafte Verhalten“ vorgeworfen, was auf unkooperatives Verhalten bis hin zu Verschleierungsversuchen durch die Bank hindeutete. Auch die Schweizer Bankenaufsicht Finma wurde im Falle Falcon aktiv: Sie zog unrechtmässig erworbene Gewinne in der Höhe von CHF 2,5 Mio. ein, eröffnete Enforcement-Verfahren gegen zwei ehemalige Manager der Falcon, untersagte während dreier Jahre neue Geschäftsbeziehungen zu politisch exponierten Personen und verfügte Massnahmen, die die Unabhängigkeit des Verwaltungsrats der Bank verstärken sollten.

Tags darauf eröffnete zudem die Schweizerische Bundesanwaltschaft ein Strafverfahren gegen Falcon, weil der Verdacht bestand, dass die Bank zu wenig Vorkehrungen getroffen habe, um Geldwäschereidelikte rund um 1MDB zu verhindern.

Neben Falcon musste auch die UBS für ihre Vergehen im Fall 1MDB geradestehen: Die Behörden Singapurs verhängten gegen die Schweizer Grossbank eine Busse in der Höhe von umgerechnet knapp CHF 1 Mio., weil diese ihre Kontrollpflichten vernachlässigt habe.⁴⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 06.06.2018
GUILLAUME ZUMOFEN

PostFinance a annoncé que 500 postes seraient supprimés d'ici à 2020. Une telle annonce a secoué la population helvétique. Afin de se justifier, PostFinance a mentionné l'âpreté du marché bancaire, la numérisation, les taux d'intérêts négatifs de la Banque nationale suisse (BNS) et l'impossibilité de réaliser du crédit hypothécaire. Des discussions ont été entamées avec les employés. Le verdict tombera fin août.⁴⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 16.11.2018
GUILLAUME ZUMOFEN

Etant donné le développement rapide des systèmes de paiement par smartphone et les données acquises à travers ces systèmes, le paiement par smartphone occupe une place stratégique pour la place financière helvétique. Or, alors que Apple Pay et Samsung Pay offrent des solutions aux clients, la Commission de la concurrence (Comco) soupçonne plusieurs établissements financiers de privilégier la solution de paiement offerte par l'application Twint. Des perquisitions ont été menées et une enquête est ouverte. Si les soupçons se confirment, il s'agirait d'une entrave à la concurrence qui viserait à maintenir stratégiquement **un système de paiement par smartphone helvétique aux dépens de systèmes de paiements étrangers**.⁴⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 15.12.2018
GUILLAUME ZUMOFEN

En s'appuyant sur des rapports relatifs à l'établissement de bases juridiques pour la Distributed Ledger Technologie (DLT) et la blockchain, et au risque de blanchiment d'argent et du financement du terrorisme via des cryptoactifs, le Conseil fédéral a estimé qu'il n'était pas nécessaire d'établir une **Lex Blockchain** spécifique. Au contraire, il estime que les nouvelles technologies doivent être intégrées dans la législation actuelle. Néanmoins, il considère que des adaptations ponctuelles doivent être établies, notamment dans le droit sur les marchés financiers, le droit bancaire et le droit de l'insolvabilité.⁴⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 22.01.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Une première enquête de l'Autorité de surveillance des marchés financiers (FINMA) au sujet de Pierin Vincenz, ancien directeur de la banque Raiffeisen Suisse, pour conflit d'intérêts a entraîné des rebondissements à répétition qui ont largement entaché la réputation de la **banque Raiffeisen**, troisième banque du pays. La Raiffeisen a donc commandité un **rapport indépendant** du professeur Bruno **Gehrig** pour faire la lumière sur ces affaires. Le rapport a été publié fin janvier 2019. D'un côté, il souligne l'absence de preuve de comportement pénalement répréhensible. D'un autre côté, il met en lumière des failles béantes dans la gestion organisationnelle et le contrôle, ainsi qu'une culture d'entreprise biaisée. Selon le rapport, ces manquements entraînent non seulement un correctif financier à hauteur de 300 millions de francs, mais surtout un préjudice de réputation conséquent. Lors du bilan annuel, la banque a précisé que si les clients n'avaient pas fui la banque, notamment les sociétaires, la réévaluation des participations avait impacté négativement le budget.⁴⁹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 26.01.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

A la suite des échecs répétés au Parlement, les **Suisses de l'étranger semblent décidés à porter plainte contre PostFinance** pour discrimination au niveau des frais bancaires. Comme exemple, il est possible de citer un accès limité, notamment aux cartes de crédit ou aux hypothèques, et des frais supplémentaires sur la tenue d'une relation bancaire. Le Congrès des Suisses de l'étranger, qui se tiendra en août 2019 à Montreux, décidera du dépôt de la plainte pour discrimination.⁵⁰

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 14.02.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Grâce à sa loi sur le blanchiment d'argent (LBA), la Suisse a quitté la **liste noire** des pays qui ne disposent pas d'une **législation sur le blanchiment d'argent** suffisamment forte établie par l'Union européenne (UE).⁵¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 18.02.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

L'arrivée de **néobanques sur la place financière helvétique** fait couler de l'encre et anime les débats. Le développement de solutions fintech qui misent sur la réduction, voir même la suppression, des frais de gestion ou de change, et une expérience de gestion 100 pour cent dématérialisée, semble secouer le monde bancaire. Il est notamment possible de citer les start-ups Revolut, N26, Neon ou Yapeal. Du côté helvétique, non seulement ces néobanques risquent de bouleverser le marché de la banque de détail, mais les solutions fintechs manquent à l'heure actuelle selon les experts. Ainsi, le Credit Suisse a déjà décidé de s'associer à Revolut. Les futurs

développements de ces nouvelles solutions bancaires seront au cœur de l'évolution du marché bancaire helvétique.⁵²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 21.02.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Le **verdict en première instance du procès d'UBS AG** en France a donné lieu à une condamnation record de 3.7 milliards d'euros d'amende. UBS AG a été condamnée pour «blanchiment aggravé de fraude fiscale» et «démarchage bancaire illégal». Ainsi, la défense des avocats d'UBS AG, qui prônait l'irrecevabilité et la nullité des procédures et témoignages, n'a pas été retenue par le Tribunal de grande instance de Paris. Les avocats d'UBS AG ont contesté le jugement qu'ils considèrent comme «incompréhensible» et «infondé». Ils ont signifié leur intention d'interjeter appel. Alors que la question de la stratégie juridique d'UBS a été longuement débattue, les autorités françaises se sont montrées confiantes face à la décision de faire appel de la condamnation.

Cette amende record s'est ensuite invitée dans les débats parlementaires. En effet, la question de la déductibilité fiscale de cette amende a animé les discussions. Alors qu'un projet de loi sur le traitement fiscal des sanctions financières (16.076) avait été revisité par le Conseil des États et le Conseil national, l'amende d'UBS a poussé la Chambre des cantons à renvoyer l'objet en commission pour clarification de la notion de bonne foi.⁵³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 13.03.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

10 ans après la décision de sacrifier le secret bancaire pour s'aligner sur les pratiques internationales en matière d'entraide fiscale, la place financière helvétique tire un bilan positif grâce à une refonte profonde des pratiques. Si l'annonce d'enterrer le secret bancaire, pilier fondamental de la culture bancaire helvétique, avait secoué fortement la place financière et la sphère politique, les craintes exprimées semblent s'être tassées. Si le nombre de banques en Suisse a diminué, passant de plus de 320 à environ 250 établissements, la refonte du secteur, imposée par l'échange automatique de renseignements (EAR), montre une consolidation de l'expertise helvétique et un renforcement de la gestion de fortune. En résumé, la place financière helvétique ne s'est pas écroulée, malgré les menaces brandies par les défenseurs du secret bancaire, mais s'est remodelée en fonction des contraintes légales induites par la crise financière de 2008.⁵⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 12.09.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Le **projet Libra** a fait couler beaucoup d'encre depuis l'officialisation de son lancement en juillet 2019. Cette cryptomonnaie lancée par Facebook et de nombreux autres partenaires a pour objectif d'être basée à Genève. Par conséquent, la législation helvétique s'appliquerait. Ainsi, l'Autorité de surveillance des marchés financiers (FINMA) a précisé, qu'en tant que système de paiement, la Libra devrait obtenir une licence. En outre, l'obtention d'une telle licence serait liée à l'existence d'infrastructures et de ressources humaines sur sol suisse. Au final, la prise de position positive de la FINMA indique la volonté de la Suisse à se positionner dans le domaine de la FinTech, et contraste avec les prises de positions européennes et américaines sur la Libra.⁵⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 07.02.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

Les tensions grandissantes entre Tidjane Thiam – directeur général du **Credit Suisse** – et le conseil d'administration de la banque – avec notamment son président Urs Rohner – ont fini par imposer une rupture qui s'est matérialisée avec la **démission** du directeur général et la nomination de Thomas Gottstein à sa place. Alors que la nomination surprise d'un franco-ivoirien – ex-directeur général d'une assurance – avait été bien accueillie par la sphère financière helvétique et les marchés financiers, des tensions ont progressivement contaminé les relations entre la direction et le conseil d'administration. L'affaire des filatures en automne 2019 a été la goutte d'eau qui a fait débordé le vase. Si ce scandale a entériné la séparation, car il mettait en péril la gouvernance et la crédibilité de la banque, de nombreux experts n'ont pas manqué de soulevé l'incompatibilité à long-terme **de Tidjane Thiam** avec la vision traditionnelle de la banque helvétique, telle que perçue à la Paradeplatz zurichoise. La fronde a notamment été menée par la NZZ – journal historiquement proche du Credit Suisse – qui reprochait à Tidjane Thiam d'entacher la réputation de la banque helvétique. D'autres ont affirmé que des décisions de l'ex-directeur auraient froissé certains egos à la Paradeplatz, citant en exemple la rupture des liens directs entre la NZZ et la direction générale de la banque.

Lors de la conférence de presse de février 2020, Tidjane Thiam s'est targué d'un bilan positif. Il s'est même dit «fier» de ce qu'il avait accompli. En quatre années, le désormais ex-directeur général a organisé une restructuration du Credit Suisse avec notamment la baisse des coûts, la réduction de l'activité de banque d'investissement, le renforcement de la gestion de fortune, le virage vers l'Asie et le marché helvétique, ou encore la promotion de nouvelles instances dirigeantes au sein de la banque.

A l'opposé de Tidjane Thiam qui sortait du sérail zurichois, la **nomination de Thomas Gottstein** s'est dessinée logiquement dans la dynamique zuricho-zurichoise voulue par le conseil d'administration. Néanmoins, cette vision imposée par le conseil d'administration aux actionnaires, pourtant favorables à l'ex-directeur, sera au coeur de la prochaine assemblée générale. Elle pourrait encore donner du fil à retordre à Urs Rohner pour sa réélection de 2021.⁵⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 21.02.2020

GUILLAUME ZUMOFEN

Après neuf années à la tête d'UBS, **Sergio Ermotti a transmis le flambeau à Ralph Hamers, pionnier de la numérisation bancaire** au sein de la banque ING. Cette décision est tombée une semaine après le remplacement de Tidjane Thiam par Thomas Gottstein à la tête du Credit Suisse.

Sergio Ermotti s'est positionné comme l'architecte de la restructuration d'UBS à la suite de la crise financière de 2008. Il a entamé une restructuration en profondeur, avec notamment une réduction drastique de la banque d'investissement et un tournant vers l'Asie. Bien que les procédures judiciaires engagées contre UBS France ne soient pas encore terminées et que l'action UBS ait stagné ces dernières années, le bilan final de Sergio Ermotti a été largement validé par la presse helvétique. Il a notamment imposé UBS comme la plus grande banque en gestion de fortune dans le monde. A partir de là, Ralph Hamers aura pour objectif d'amener UBS sur le chemin de la numérisation afin de créer la banque de demain.

Alors que Sergio Ermotti était pressenti pour reprendre la présidence du conseil d'administration d'UBS en 2022, après le départ d'Axel Weber actuel président, il a été élu nouveau président de Swiss Re à partir de 2021. Etant donné que Swiss Re a toujours été associé au Credit Suisse plutôt qu'à UBS, cette nouvelle a largement surpris la sphère financière helvétique.⁵⁷

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 26.03.2020

GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil fédéral, en collaboration avec la Banque nationale suisse (BNS), l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma), la Délégation des finances des chambres fédérales et les banques, a mis en place des **crédit-relais** pour permettre aux PME de surmonter la crise du **Covid-19**. Ce mécanisme financier de 40 milliards de francs suisses met sur le devant de la scène les **banques helvétiques**. En effet, elles doivent libérer dans un temps record des montants conséquents pour les mettre à disposition des entreprises. Afin de permettre ces crédit-relais, la BNS a créé une facilité de refinancement illimitée et la Finma a allégé les régulations relatives aux fonds propres et au volant anticyclique. Dès le 26 mars, journée de lancement des crédit-relais, des milliers de demandes ont été adressées aux banques helvétiques. Le programme de soutien a donc touché sa cible.⁵⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 15.09.2020

GUILLAUME ZUMOFEN

Début septembre 2020, des rumeurs de **fusion entre les banques UBS et Credit Suisse** ont fleuri dans la presse helvétique. Cette fusion, qui serait pilotée par le président du conseil d'administration d'UBS, Axel Weber, serait actée pour la fin de l'année 2021. D'un côté, elle répondrait à la logique d'implanter un leader mondial de la gestion de fortune sur la place financière helvétique, capable de rivaliser avec les grandes banques américaines. En effet, depuis la crise financière de 2008, une tendance à la fusion de banques s'est dessinée en Europe. D'un autre côté, les risques de créer un établissement bancaire «too big to be controlled» et de licenciements massifs en période conjoncturelle négative sont de sérieux freins à une telle fusion. La Finma ne s'est pas encore exprimée sur le sujet.⁵⁹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 20.01.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

A la suite de la procédure de consultation entamée en juin 2020, le Conseil fédéral estime que l'**accès de PostFinance aux marchés des crédits et des hypothèques** n'est possible qu'en cas de **privatisation** de PostFinance. En effet, les défis majeurs rencontrés par La Poste, avec notamment une perte de profits, obligent une refonte de la loi sur l'organisation de La Poste. Dans cette optique, un transfert du contrôle de PostFinance vers le privé permettrait à PostFinance de devenir une banque commerciale et de générer des recettes supplémentaires pour financer le service universel de La Poste. Selon le Conseil fédéral, un pas dans cette direction est indispensable afin de garantir la constitutionnalité, la neutralité concurrentielle et la stabilité des marchés financiers.

Cette proposition a été accueillie froidement par la gauche qui plaide pour un service public fort. Le Parti socialiste a également indiqué qu'en cas de transformation de PostFinance, il plaiderait pour une banque du climat au service du bien commun. Le scepticisme de la gauche a gagné également certains acteurs, dont l'Union des Arts et Métiers (USAM), qui estiment que le marché des hypothèques et des crédits est déjà saturé. En outre, d'autres acteurs ont estimé que cette privatisation n'en était pas une car le Conseil fédéral devrait fournir les fonds propres afin de transformer PostFinance en établissement «too-big-too-fail».

Du côté des banques, et notamment de celles actives sur le marché des crédits et des hypothèques, il a été précisé que l'accès de PostFinance à ces marchés devait absolument entraîner une privatisation complète afin de garantir une concurrence loyale. Au final, cette proposition sera au programme du Parlement lors du débat sur la révision partielle de la loi sur l'organisation de La Poste.⁶⁰

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 01.05.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

Une tempête s'est abattue sur le Credit Suisse au printemps 2021. La faillite de la société financière Greensill et l'implosion du hedge funds Archegos ont coûté CHF 4.4 milliards à la banque helvétique. Le Credit Suisse présente ainsi une perte de CHF 900 millions au premier trimestre 2021. Face à ces débâcles, l'action du Credit Suisse a continué de chuter pour sombrer sous la barre des CHF 10. Il s'agit d'une perte de 80 pour cent de sa valeur en dix années. Ces débâcles et cet effondrement ont eu des conséquences majeures pour la direction de la banque et les actionnaires. Premièrement, Lara Warner, responsable des risques et de la compliance, et Brian Chin, responsable de la banque d'investissement, ont été congédiés. Deuxièmement, le programme de rachat d'actions a été suspendu. Troisièmement, le dividende perçu par les actionnaires a été divisé par trois pour n'atteindre plus que 10 centimes par action. Quatrièmement, certaines rémunérations, notamment celle du président du Conseil d'administration Urs Rohner, ont été réduites. Face à ces difficultés, et avec une action en-dessous de CHF 10, les risques d'une acquisition étrangère ont été soulignés. Le scénario d'une fusion avec UBS a également été remis au goût du jour par la presse helvétique mais sans suite.

Au final, lors de l'assemblée générale, les actionnaires ont sanctionné le président du comité des risques, Andreas Gottschling, qui ne s'est pas représenté. Pour sa part, Antonio Horta-Osorio a repris la présidence du conseil d'administration, après le départ prévu de Urs Rohner. Il a confirmé sa confiance en Thomas Gottstein, CEO de Credit Suisse, et indiqué que Credit Suisse faisait face à une période «pénible et des décisions difficiles».⁶¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 01.09.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

Le baromètre 2021 de l'Association suisse des banquiers (ASB) indique que **les banques actives en Suisse ont su tirer leur épingle du jeu lors de la crise économique et financière du Covid-19**. Un résultat consolidé en hausse de 5.8 pour cent et un bilan cumulé en hausse de 4.5 pour cent par rapport à 2019, mettent en exergue la capacité des banques helvétiques a bénéficié de la volatilité sur les marchés financiers. En outre, les créances hypothécaires ont continué d'augmenter et représentent désormais un tiers des actifs cumulés des banques.⁶²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 14.12.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

Si **UBS a été condamné en appel par la justice française** de blanchiment aggravé de fraude fiscale et de démarchage bancaire illicite entre 2004 et 2012, l'amende initialement prévue a été divisée par deux. Alors qu'UBS avait été condamné en première instance à verser 3.7 milliards d'euros, **l'amende ne s'élève**, après le recours des avocats de la banque, **qu'à 1.8 milliards d'euros**. Pour être précis, les amendes s'élèvent à 3.75 millions d'euros pour UBS AG, 1.8 millions d'euros pour UBS France, ainsi que de la confiscation de la caution de 1.1 milliards d'euros. Néanmoins, l'affaire n'est pas terminée. UBS a fait recours contre le verdict de la Cour d'appel.⁶³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 16.03.2022
GUILLAUME ZUMOFEN

L'entrée en vigueur des sanctions économiques et financières, en réponse à la guerre en Ukraine, a mis le secteur bancaire helvétique sous le feu des projecteurs car **la Suisse est une destination privilégiée des fortunes russes**. En 2021, les avoirs détenus en Suisse par des résidents russes s'élevaient à CHF 10.9 milliards. Dans un premier temps, le Conseil fédéral a été critiqué pour son attentisme. En effet, le Conseil fédéral a attendu plusieurs journées avant de s'aligner sur les sanctions occidentales. Ces sanctions introduisent un gel des avoirs et l'interdiction d'accepter des dépôts supérieurs à CHF 100'000 pour les résidents ou entreprises concernées par les sanctions. D'après certains experts, ce temps de latence a permis à certains résidents russes concernés par les sanctions de retirer leur argent ou alors de le transférer vers d'autres banques. Dans les faits, les banques helvétiques n'ont signalé au SECO que dix clients résidents russes. Par contre, dans un deuxième temps, les banques helvétiques ont été critiquées pour un excès de zèle. Les médias ont ainsi fait écho de plusieurs clients ou entreprises qui ont vu leurs comptes bancaires gelés sans préavis, alors même qu'ils n'étaient absolument pas liés au Kremlin. Début avril, l'Association suisse des banquiers (ASB) espérait que la situation se clarifierait d'ici l'été et la fin du délai fixé aux banques pour signaler au SECO les avoirs russes gelés.⁶⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 13.04.2022
GUILLAUME ZUMOFEN

L'ex-dirigeant de la banque **Raiffeisen Suisse, Pierin Vincenz**, a été **condamné à trois ans et neuf mois de prison**, ainsi qu'à une peine pécuniaire avec sursis de 280 jours-amende à CHF 3'000. La chute de cette figure emblématique de la finance helvétique, qui a fait de la banque Raiffeisen la troisième banque du pays, a occupé le haut de l'affiche dans les médias. Dans les faits, le ministère public accusait l'ex-banquier d'avoir effectué des montages financiers frauduleux, sur la période de 2007 à 2015. Au final, l'ex-dirigeant a été reconnu coupable de gestion déloyale, d'abus de confiance et de faux dans les titres. A l'inverse, les chefs d'accusation d'escroquerie et de corruption passive n'ont pas été retenus par la justice zurichoise. Cette décision judiciaire ponctue ce polar médiatique. D'après les médias, cette condamnation semble tourner la page de la période faste du secteur bancaire helvétique. Période durant laquelle les contrats se signaient «autour d'une poignée de main» au détriment parfois des réglementations financières en vigueur. Seul le futur permettra de déterminer si cette affaire marque effectivement un virage à 360 degrés, ou alors un simple détour, pour le couple justice et finance.⁶⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 30.04.2022
GUILLAUME ZUMOFEN

Pour **Credit Suisse**, l'année 2021 s'est soldée sur une **perte de CHF 1.57 milliards** et une chute de 30 pour cent de la valeur de son action. D'après les experts, cette perte supérieure aux estimations s'explique par quatre facteurs: la faillite du hedge funds Archegos, la forte dépréciation de la valeur de l'actif Donaldson, Lufkin & Jenrette – acquis dans les années 2000 par Credit Suisse –, de lourdes provisions pour litige **et** finalement une **chute de crédibilité du management** due à la multiplicité des scandales qui ont surgi au cours des dernières années. L'écho de la situation a résonné d'autant plus fort que la plupart des concurrents du Credit Suisse ont enregistré un large bénéfice. Par exemple, l'UBS a profité d'un enrichissement de CHF 7,5 milliards avec une hausse de 44 pour cent de son action.

En 2022, les déboires de la gestion de la banque ont continué de se creuser. D'abord, Antonio Horta-Osorio, président du Conseil d'administration, a été évincé de l'établissement financier moins d'une année après son élection. Alors qu'il incarnait les espoirs de renouveau des actionnaires, sa décision de courber sa quarantaine en pleine crise du Covid-19 a sabordé sa crédibilité et scellé son sort. Il a donc été remplacé par Alex Lehmann dès janvier 2022.

Puis, fin avril 2022, l'estée par cette dynamique toxique, l'assemblée virtuelle des actionnaires a été marquée par la décision de plus de 60 pour cent des actionnaires de ne pas lever la décharge pour l'année 2020. Cette décision a été motivée par la débâcle du fond spéculatif Archegos et des fonds de financement Greensill. Ces deux scandales financiers ont entaché la réputation du Credit Suisse. Ceci n'a cependant pas empêché les candidatures d'Alex Lehmann et de Christian Gellerstad aux postes de président et vice-président d'être largement approuvées par les actionnaires. Alex Lehmann a annoncé que 2022 serait une «année de transition» pour la banque.⁶⁶

Le **surveillant des prix**, Stefan Meierhans, **a critiqué la hausse des frais bancaires** en Suisse. D'après une étude, les institutions financières gagneraient CHF 550 par an et par petit client. Plus particulièrement, le surveillant des prix a pointé du doigt les frais relatifs à la fermeture d'un compte et les frais de transfert d'un dépôt vers une autre banque. Ces frais entraveraient une concurrence libre entre les banques. Dans cette logique, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a contacté les banques pour obtenir des clarifications sur ces frais.⁶⁷

Die aufgrund massiver Verluste und Skandale seit einiger Zeit in Krisenmodus stehende Credit Suisse (CS) hatte 2022 mit einem Jahresverlust von CHF 7.3 Mrd. ihr schlimmstes Jahr seit der Finanzkrise 2008 erlebt: So waren insgesamt CHF 123 Mrd. Kundengelder von der Schweizer Grossbank abgeflossen, rekapitulierte etwa der Tages-Anzeiger das vergangene Jahr. CS-Präsident Axel Lehmann hatte aber noch Ende Jahr bekanntgegeben, dass die Geldabflüsse abgenommen hätten und sich die Lage für die Grossbank wieder etwas beruhigt habe, so die NZZ. Dieser Zustand habe bis ins neue Jahr angedauert, weshalb Hoffnung aufgekommen sei, dass die Grossbank die noch im Herbst 2022 präsentierte Restrukturierung aus eigener Kraft schaffen würde (TA). Im März 2023 gab die **Situation der Credit Suisse** allerdings erneut Anlass zur Sorge um die Zukunft der Schweizer Grossbank. Innert knapp zwei Wochen überschlugen sich verschiedene Ereignisse, welche den Abfluss der Kundengelder wieder enorm verstärkten und so den Aktienkurs der CS in die Tiefe fallen liess.

Am **7. März** berichteten verschiedene Schweizer Zeitungen, dass die **Grossbank einen ihrer wichtigsten und loyalsten Aktionäre verloren** habe. So gab das US-amerikanische Investmenthaus Harris Associates bekannt, die Zukunftsfähigkeit der Schweizer Bank nach jahrelanger Kritik am CS-Management nun grundsätzlich infrage zu stellen und deshalb sämtliche Aktien zu verkaufen. Noch im August 2022 hatte das Unternehmen zehn Prozent der CS-Aktien gehalten und war damit die grösste Aktionärin der CS gewesen. Bereits Ende Jahr seien die Anteile aber aufgrund des in den vergangenen Jahren sinkenden Aktienkurses der CS auf rund drei Prozent gesenkt worden. Der Verkaufszeitpunkt erstaunte die NZZ, da der Wert der CS-Aktien mit 2.72 CHF nur wenig über dem Allzeittief von CHF 2.57 von Anfang 2022 lag.

Für weitere Schlagzeilen und damit für einen Kurseinbruch sorgte die an der New Yorker Börse kotierte Schweizer Grossbank bereits zwei Tage später am **9. März**. Denn als sie ihren **Geschäftsbericht** in den USA veröffentlichen wollte, verhinderte die US-amerikanische Börsenaufsicht dieses Vorhaben mit der Begründung, dass es offene Fragen und Fehler bei den Jahresrechnungen 2019 und 2020 gebe, die vor Veröffentlichung geklärt werden müssten – ein Novum, wie die Presse berichtete. Die CS gab in der Folge bekannt, dass sie die Veröffentlichung des Berichts zur Abklärung dieser Punkte verschoben habe, wobei die Finanzergebnisse 2022 von der **Verschiebung** allerdings nicht betroffen seien. Für die in Vertrauensfragen bereits angeschlagene CS, die es sich zum Ziel gesetzt habe, eine bessere Risikokultur zu leben, sei dieser Fehler schädlich und das Timing äusserst ungünstig, kritisierte etwa die NZZ. Der Aktienkurs fiel in der Folge an diesem Donnerstag zeitweise um bis zu 6 Prozent in die Tiefe und kam so dem Allzeittief der CS-Aktie nahe (Blick), bevor der Kurs schliesslich bei CHF 2.62 schloss (NZZ, TA). Die Auswirkungen der Verschiebung waren auch noch am Freitag spürbar, als der Kurs teilweise deutlich unter die Marke von CHF 2.50 fiel (NZZ) und so das bisherige Allzeittief unterschritt.

In den darauffolgenden Tagen kam es in den USA durch einen «Bank Run wie aus einem Lehrbuch», wie es der Blick nannte, – also dem Ansturm der Kundinnen und Kunden auf Banken – und dem anschliessenden Kollaps von drei Regionalbanken zu einer regelrechten Bankenkrise. Diese liess das Vertrauen in das Bankenwesen international einbrechen, was einen Anstieg der Risiken und somit der Kreditzinsen zur Folge hatte, berichtete die Presse ab dem **13. März**. Dadurch stiegen die Zweifel am Finanzmarktssystem als Ganzes, was auf den Finanzmärkten international Panik und damit laut Blick und NZZ eine Talfahrt der Aktienpreise verschiedenster Banken auslöste. Für die CS veränderten sich die Voraussetzungen in Folge dieser **US-amerikanischen Bankenkrise** bis zum 15. März drastisch: Der Einbruch der Finanzmarktstabilität nährte die Zweifel an der bereits angeschlagenen CS weiter, wodurch die CS-Aktien überdurchschnittlich stark an Wert verloren und mit CHF 2.12 einen negativen Rekord erzielten (-14%), wie der Blick berichtete. Die Finma gab im Zuge dieser Krise bekannt, die Situation der von ihr beaufsichtigten Banken genau zu analysieren, äusserte sich allerdings nicht konkreter zur CS. Zu diesem Zeitpunkt zeigten sich die Medien gespalten zur Lage der CS: Einerseits

wurde vor einem Kollaps gewarnt, andererseits sah beispielsweise der Tages-Anzeiger die CS noch nicht am Rande des Zusammenbruchs, solange sich unter den Kleinsparenden keine Panik ausbreite. Und selbst in diesem Fall vertraute die Zeitung auf die noch keinem Praxistest unterzogenen Too-Big-To-Fail-Regeln. Zudem habe das Kernkapital der CS Ende 2022 weiterhin über 14.1 Prozent betragen, womit sie die Mindestanforderungen der Finma erfülle, so die NZZ.

Der knapp eine Woche zuvor verschobene **Geschäftsbericht** wurde schliesslich am Dienstag, dem **14. März**, publiziert und brachte sowohl gute als auch schlechte Neuigkeiten für die CS mit sich, wie die NZZ schrieb. Der CS-Bonuspool sei erneut deutlich verkleinert worden – auch beim Verwaltungsratspräsidenten und der Geschäftsleitung –, womit die CS ein «kleines Zeichen gesendet [hat], dass sie der seit Jahren propagierten Kultur der Verantwortung nachleben will» (NZZ). Gleichzeitig sei der Geschäftsleitung für die Erreichung aller Restrukturierungsziele bis 2025 ein Transformationsbonus versprochen worden. Zudem sei die Trendwende bei den Abflüssen der Kundengelder nicht erreicht worden. Diese seien zwar schwächer als noch im letzten Quartal, noch immer schmelze jedoch die Kapitalisierung der CS weg, so die NZZ. Die Bank befände sich in einem «Teufelskreis» (NZZ): Setze sie noch weitere Sparmassnahmen um, nutze die Konkurrenz die Gunst der Stunde, um der CS die Beratenden und deren Kundschaft abzuwerben. Diese Zukunftsaussichten erklärten auch die tiefen Aktienkurse, denn bei unsicheren und intransparenten Aussichten bei Banken verkauften Anlegende ihre Anteile lieber früher als später, so die Einschätzung der NZZ.

Als ein Vertreter der **Saudi National Bank**, der grössten verbliebenen Investorin der CS, am Morgen des **15. März** in einem Interview neben einem Vertrauenszuspruch erwähnte, dass die saudische Bank «aus vielen Gründen, abgesehen vom einfachsten Grund, nämlich den regulatorischen und gesetzlichen» keine weitere Liquidität in die bereits schlingende CS investieren werde, erlebten die CS-Aktien einen erneuten Kurszerfall. Obschon diese Information gemäss der Aargauer Zeitung keine Neuigkeit gewesen sei, da die Bank dies schon bei ihrem Einstieg im Oktober 2022 angekündigt hatte, löste die Äusserung auf den internationalen Aktienmärkten panikartige Verkäufe aus und beschleunigte die Talfahrt der CS-Aktien. Bereits eine halbe Stunde, nachdem das Interview publik geworden war, erreichte der Aktienkurs die 2-Franken-Marke und noch am Mittwochnachmittag mit CHF 1.55 ein neues Rekordtief (-30 %). Gleichzeitig erreichte die Risikoprämie zur Versicherung von Geldgebenden gegen Zahlungsausfälle der CS einen Höchstwert, was laut Blick als Vorbereitung der Geldgebenden auf einen Konkurs der Bank zu deuten sei. CS-Präsident Axel Lehmann gab gegenüber der Presse noch an diesem Tag bekannt, dass eine staatliche Hilfe für die Bank «kein Thema» (AZ) sei. Wie der Tages-Anzeiger hingegen berichtete, habe die CS am späteren Mittwochnachmittag die SNB und die Finma um ein öffentliches Signal gebeten, um den Markt zu beruhigen. Die CS-Aktie kam bei Börsenschluss schliesslich mit einem Minus von 24 Prozent bei CHF 1.70 zu stehen (TA, AZ).

Noch am gleichen Abend gaben die **Finma und die SNB in einer gemeinsamen Stellungnahme** bekannt, dass die CS die für systemrelevante Banken geltenden Kapital- und Liquiditätsanforderungen erfülle. Zudem sicherten sie der CS im Bedarfsfall zusätzliche Liquidität zu. Noch in der Nacht auf Donnerstag stellte die SNB der CS im Rahmen der Emergency Liquidity Assistance (ELA) CHF 50 Mrd. an **ausserordentlicher Liquiditätshilfe** zur Verfügung, berichteten verschiedene Zeitungen am Donnerstag. Gemäss Tages-Anzeiger erfolgte diese Liquiditätsspritze nicht im Rahmen der TBTF-Gesetzgebung, denn die CS sei nicht von einem ungeordneten Konkurs betroffen. Mit der Liquiditätsspritze erfülle die Nationalbank lediglich ihren Auftrag, die Finanzstabilität der Schweiz zu gewährleisten. Dies schien den Markt tatsächlich zu beruhigen, die Aktie stieg bis zum Börsenstart am Donnerstagmorgen um 32 Prozent auf CHF 2.28 an. Dieser positive Effekt hielt allerdings nur kurz an, denn bereits am Freitag, einen Tag nach der Intervention, kehrten die Unsicherheiten und die Gerüchte zurück und die CS-Aktie fiel erneut um 8 Prozentpunkte auf 1.86 Franken – «Der SNB-Effekt war dahin», urteilte die Aargauer Zeitung. Das grösste Problem sei auch weiterhin der anhaltende Abfluss von Kundengeldern, wobei dieser womöglich durch die SNB-Liquiditätsspritze im Sinne von «Abheben, solange Geld da ist» beschleunigt worden sei, so die Aargauer Zeitung weiter.

Für mediale Aufregung sorgte das Stillschweigen der Regierung. Als die Medienkonferenz nach der wöchentlichen Sitzung des Bundesrats am Mittwochnachmittag abgesagt wurde, machten insbesondere zwei Thesen die Runde: Einerseits könne jede Aussage des Bundesrats erhebliche Auswirkungen auf das

Verhalten der CS-Kundschaft und entsprechend auf die Aktienkurse haben, denn «jeder in bester Absicht geäußerte Satz wird von den Märkten interpretiert», wie der Tages-Anzeiger argumentierte. Das «beharrliche Schweigen» aus dem Bernerhof könne aber auch als Zeichen einer grösseren Operation, die noch im Gange sei, interpretiert werden, fasste der Tages-Anzeiger die andere Seite zusammen. Auf jeden Fall schien der Fall «CS» noch nicht vorbei zu sein.⁶⁸

-
- 1) Communiqué de presse CF du 26.06.2019; BaZ, 2.8.19
 - 2) LT, 9.9.19; BaZ, Blick, LT, NZZ, 13.9.19; NZZ, 14.9.19; LT, 17.9.19; NZZ, 18.9.19; AZ, BaZ, Blick, TA, 19.9.19; BaZ, CdT, NZZ, 20.9.19
 - 3) Communiqué de presse du Conseil fédéral du 06.12.2019
 - 4) 24H, CdT, Lib, NZZ, TA, 21.2.22; AZ, Blick, CdT, Lib, NZZ, TA, 22.2.22; CdT, NZZ, 23.2.22; LT, NZZ, WOZ, 24.2.22; 24H, 25.2.22
 - 5) LT, TA, 11.1.22
 - 6) LZ, 27.10.18; AZ, 22.11.18; AZ, SGT, 1.12.18
 - 7) Communiqué de presse BNS du 26.01.2022; LT, 12.1.22; NZZ, 13.1.22; CdT, 27.1.22; 24H, Blick, Lib, 9.2.22; LT, 2.3.22; Blick, 25.3.22; NZZ, 1.4.22; LT, NZZ, 6.4.22; NZZ, 29.4.22
 - 8) Communiqué de presse BNS du 22.09.2022; TG, 19.9.22; 24H, LT, 20.9.22; 24H, 21.9.22; AZ, LT, 22.9.22; AZ, LT, Lib, NZZ, Republik, TA, 23.9.22; SoZ, 25.9.22
 - 9) TA, 7.9.10; NZZ, 9.9.10; Presse vom 13.9., 14.9.10; SHZ 15.–21.9.10.
 - 10) AB NR, 1983, S. 400 ff.; AB SR, 1983, S.169 ff.; BBl, 1983, II, S. 701 f.; Presse vom 16.3.83, 8.6.83.; SGB, 17.3.83; SP-Information, 29.8.83, 8.12.83; NZZ, 27.9.83, 28.9.83; JdG, 1.10.83; SAZ, 17.11.83.; Schweiz. Bankverein (1978). Der Finanzplatz Schweiz.
 - 11) AB NR, 1986, S. 488 f.; B. Weyermann (1986). Die Financiers der weissen Herren.; Solidarische Entwicklung, 1986.; Vr, 9.4.86; NZZ, 11.4. und 25.6.86; SZ, 27.9.86.
 - 12) NZZ, 14.2. und 20.4.90; JdG, 11.5.90
 - 13) TW, 10.4.90; BZ, 9.8.90; Bund, 16.8.90; SHZ, 23.8.90; LNN, 14.9.90; Presse vom 26.10.90
 - 14) AB NR, 1991, S. 2285 f.; Bund, 12.10. und 13.12.91; Presse vom 12.12.91
 - 15) Bund und BZ, 5.7.91; SZ, 19.11.91. Presse (v.a. Bund und BZ), 4.-12.10., 17.-19.10. 6.11., 12.11., 23.11. und 21.12.91.
 - 16) JdG, 4.3.92; NZZ, 20.6.92; Bilanz, 1991, Nr. 12, S. 16 ff.; Politik und Wirtschaft, 1991, Nr. 11, S. 52 ff.; SNB, Jahresbericht, 84-1991, S. 46 ff.; Spremann (1991): Ein dritter Weg für die Regionalbanken
 - 17) Presse vom 7.1., 8.1., 10.2., 7.5., 26.6., 22.7.93, 11.–15.11.93 und 7.12.93.; NZZ, 9.2.93, 16.11.93, 25.12.93, 9.3.93; Bund 16.11. und 24.12.93.
 - 18) Presse vom 16.8.,18.08, 23.8.94, 21.09.94 ; NZZ, 2.9., 16.9. und 2.12.94.12; AT, 2.11. und 17.11.94.; BaZ, 30.8.94., 1.9.94
 - 19) AB NR, 1995, S. 1198; Presse vom 23.5.95; SNB, Jahresbericht 1995; Stich (1995). Leistungsauftrag für die Kantonalbanken; TA und NZZ, 20.11.95; TW, 16.12.95.
 - 20) NZZ, 19.11.96, 20.11.96, 29.11.96; 24 Heures, 24.12.96, 31.12.96; WoZ, 26.4.96; TA, 20.11.96; BaZ, 13.12.96; SoZ, 15.12.96.; Presse vom 12.12.96; Presse vom 24.12.96.; SPJ 1997; Verhandl. B.vers., 1996, IV, Teil II, S. 87
 - 21) AB NR, 1996, S. 2151 ff.; AB NR, 1996, S. 2274; AB NR, 1996, S. 2484 ff.; AB SR, 1996, S. 1045 ff.; AB SR, 1996, S. 1143; AB SR, 1996, S. 1192; AB SR, 1996, S. 904 ff.; Presse vom 28.11.96, 20.12.96.
 - 22) AB NR, 1997, S. 2620 ff.; BaZ, 19.12.97.; Presse vom 8.–13.12. und 24.12.97; Verhandl. B.vers, 1998, Teil I, S. 58
 - 23) Bund, 26.6. und 25.9.98; TA, 19.11.98.
 - 24) Presse vom 23.1.99; 24h, 28.1. und 11.2.99; NZZ, 3.4.99. NZZ, 22.6. und 30.6.99. LT, 6.11.99; NZZ, 30.11.99; 24h, 29.12.99.
 - 25) LT, 4.9.99; NZZ, 6.9., 7.9. und 10.9.99; TA, 10.9.99. TA, 11.9.99
 - 26) Presse vom 7.12.99
 - 27) NZZ, 26.8.99
 - 28) NZZ, 24.2.00. ; NZZ, 5.5., 6.5. und 28.7.00; Presse vom 27.7.00; TA, 5.8.00. Presse vom 13.9.00 und TA, 22.11.00.16
 - 29) NZZ, 4.2.00. ; TA, 6.7.00; NZZ, 12.10.00.
 - 30) NZZ, 19.2.05.
 - 31) Presse vom 2.10., 31.10. und 11.12.07. Presse vom 2.11.07. Nationalrat: AB NR, 2007, S. 1910 f. und 1923 ff.; BaZ, 12.12.07.
 - 32) Bund, 31.1.08; Presse vom 13.2., 15.2., 2.4., 25.4. und 7.5.08.
 - 33) AB NR, 2008, S. 665 und 1195. SNB: TA, 11.1.08.; Bund, 19.9., 3.10. und 8.10.08; TA, 19.9. und 7.10.08; Presse vom 8.10.08; NZZ, 3.10. und 10.10.08.
 - 34) 24h, 26.5.08; Ww, 29.5.08; TA, 20.6.08; NZZ, 21.6.08; Presse vom 3.7. und 18.7.08; BaZ, 14.11.08.
 - 35) Presse vom 27.–29.1.09 und vom 11.2.09. SVP: Blick, 11.2.09; Bund und NZZ, 12.2.09; Presse vom 17.2.09.
 - 36) Presse vom 13.3. und 14.3.09. BaZ, Lib, und TA, 14.3.09.
 - 37) NZZ, 13.1.10; Presse vom 22.1., 1.2. bis 8.2.10; LT, 30.1.10; NLZ, 30.1.10.; SoZ, 31.1.10; TA, 24.2.10; Presse vom 1.3., 3.3., 12.3. und 23.3.10; TdG, 29.3.10; BaZ, 17.4.10; Presse vom 27.5., 10.6., 26.6. und 19.10.10; 24H, 27.8.10 und TA, 29.10.10 sowie Presse vom 1.12.10.
 - 38) Meinungen der Parteien: TA, 26.2.11. Rechtslage: NZZ, 1.3., 1.7. und 24.8.11. Erfüllung UBS-Staatsvertrag: TA, 26.2.11.; NZZ, 7.9.11.
 - 39) NZZ, 16.2. und 7.4.11; TA, 7.7. und 22.9.11
 - 40) TA, 19.12. und 21.12.11.
 - 41) EFD Medienmitteilung vom 21.6.12; NZZ, 18.5., 22.6., 17.11. und 5.12.12.
 - 42) NZZ, 21.12., 22.12. und 24.12.12.
 - 43) TA, 2.9.15
 - 44) NZZ, 26.3.16
 - 45) Bund, NZZ, 12.10.16; NZZ, 13.10.16
 - 46) AZ, CdT, LZ, NZZ, SGT, TA, 6.6.18; NZZ, 8.6.18
 - 47) AZ, BaZ, Blick, LT, 16.11.18
 - 48) Rapport du NRA sur le Risque de blanchiment d'argent et du financement du terrorisme par les crypto-assets du 1.10.18; Rapport sur le National Money Laundering and Terrorist Financing Risk Assessment du 1.2.13; Rapport sur les Bases juridiques pour la DLT et la blockchain du 14.12.2018.pdf; Rapport sur les Monnaies virtuelles du 25.6.14; AZ, Blick, LT, NZZ, ZGZ, 15.12.18
 - 49) Rapport Gehrig du 22.01.2019; BaZ, Blick, NZZ, SGT, TA, 23.1.19; SGT, 24.1., 26.1.19; SoZ, 27.1.19; TA, 28.1.19
 - 50) LT, 26.1.19; TA, 9.2.19; BaZ, 25.3.19
 - 51) BaZ, LT, TA, 14.2.19
 - 52) SoZ, 20.1.19; LT, 18.2.19
 - 53) BaZ, CdT, Lib, SGT, 21.2.19; BaZ, LT, SGT, 22.2.19; BaZ, 23.2.19; LT, 27.2.19; BaZ, 2.3.19; NZZ, 6.3.19; AZ, Lib, NZZ, SGT, 7.3.19; NZZ, 16.3.19
 - 54) AZ, BaZ, LT, NZZ, TG, 13.3.19
 - 55) BaZ, 24.8.19; LT, 6.9.19; BaZ, LT, Lib, 12.9.19
 - 56) AZ, 1.2.20; So-Bli, 2.2.20; Blick, LT, TA, 3.2.20; AZ, LT, TA, 5.2.20; Blick, TA, WW, 6.2.20; Lib, 7.2.20; AZ, Blick, CdT, LT, NZZ, TA, TG, 8.2.20; So-Bli, SoZ, 9.2.20; AZ, 10.2.20; TA, 11.2.20; LT, 12.2.20; TA, WoZ, 13.2.20; AZ, Blick, LT, NZZ, TA, TG, 14.2.20; SoZ, 16.2.20; Lib, 26.2.20

57) LT, 19.2.20; AZ, Blick, CdT, LT, NZZ, TA, 21.2.20; AZ, 22.2.20; SoZ, 23.2.20; Lib, 26.2.20; NZZ, 4.3.20; SoZ, 8.3.20
58) AZ, 7.3.20; TA, 11.3.20; NZZ, 13.3.20; TA, 17.3., 19.3.20; LT, NZZ, 20.3.20; NZZ, 21.3.20; LT, TA, 25.3.20; AZ, Blick, CdT, LT, Lib, NZZ, TA, 26.3.20; AZ, 27.3.20; CdT, LT, Lib, 31.3.20; AZ, LT, 4.4.20; NZZ, 11.4.20; SoZ, 12.4.20; LT, 14.4.20; Blick, 24.4.20; LT, 28.4.20
59) LT, NZZ, 15.9.20; AZ, CdT, 16.9.20; AZ, 17.9.20; Blick, 18.9.20; SoZ, 20.9.20; CdT, WW, 24.9.20
60) AZ, Blick, CdT, LT, Lib, NZZ, TA, TG, 21.1.21; AZ, 3.2.21; NZZ, 22.2.21
61) LT, 1.4.21; NZZ, 3.4.21; SoZ, 4.4.21; AZ, Blick, LT, NZZ, 7.4.21; Blick, LT, NZZ, WW, 8.4.21; LT, 10.4., 12.4.21; SoZ, 18.4.21; NZZ, 21.4.21; Blick, Lib, TA, TG, 23.4.21; AZ, 24.4.21; LT, 26.4., 27.4.21; Blick, TA, 28.4.21; AZ, TA, 29.4.21; AZ, 30.4.21; LT, TA, 1.5.21; So-Bli, SoZ, 2.5.21; NZZ, 3.5.21; LT, 8.5.21; TA, TG, 17.5.21; SoZ, 30.5.21; TA, 31.5.21
62) LT, NZZ, 1.9.21
63) LT, 13.12.21; 24H, LT, 14.12.21; AZ, LT, 21.12.21; LT, 22.12.21
64) TA, 23.2.22; AZ, LT, 26.2.22; AZ, LT, TA, 1.3.22; NZZ, 3.3.22; NZZ, 5.3.22; LT, TA, 11.3.22; AZ, CdT, Lib, 16.3.22; TA, 19.3.22; LT, TA, 22.3.22; Blick, NZZ, TA, 25.3.22; Blick, 26.3.22; SoZ, 27.3.22; TA, 28.3.22; SGT, 5.4., 6.4.22; LT, 23.4.22
65) Blick, 4.1.22; SoZ, 9.1.22; LT, 15.1.22; SoZ, 16.1.22; Blick, WW, 20.1.22; Blick, Lib, 21.1.22; So-Bli, SoZ, 23.1.22; Blick, NZZ, 24.1.22; LT, NZZ, TA, 25.1.22; Blick, LT, NZZ, TA, 26.1.22; Blick, NZZ, WW, 27.1.22; AZ, Blick, NZZ, TA, 29.1.22; SoZ, 30.1.22; So-Bli, 6.2.22; Blick, 9.2.22; AZ, NZZ, TA, 10.2.22; NZZ, 18.2.22; AZ, 19.2.22; Blick, 8.3.22; AZ, Blick, NZZ, 9.3.22; AZ, Blick, NZZ, 10.3.22; AZ, Blick, NZZ, TA, 23.3.22; SoZ, 27.3.22; TA, 12.4.22; Blick, 13.4.22; AZ, Blick, 14.4.22; Blick, NZZ, TA, 16.4.22; So-Bli, SoZ, 17.4.22
66) AZ, LT, NZZ, TA, 18.1.22; AZ, NZZ, TA, 19.1.22; NZZ, 20.1.22; TA, 22.1.22; AZ, Blick, LT, Lib, NZZ, TA, 11.2.22; SoZ, 13.2.22; LT, 19.2.22; SoZ, 27.2.22; AZ, LT, NZZ, TA, 22.3.22; NZZ, TA, 21.4.22; TA, 22.4., 25.4.22; Blick, 27.4.22; 24H, AZ, LT, NZZ, TA, 28.4.22; LT, 29.4.22; 24H, Blick, NZZ, TA, 30.4.22
67) 24H, CdT, TA, 5.9.22; So-Bli, 25.9.22
68) Medienmitteilung Finma und SNB vom 15.3.23; Blick, LT, NZZ, TA, 7.3.23; NZZ, SRF, TA, 9.3.23; AZ, Blick, NZZ, TA, 10.3.23; NZZ, TA, 11.3.23; AZ, 13.3.23; AZ, Blick, NZZ, 14.3.23; AZ, Blick, NZZ, TA, 15.3.23; AZ, NZZ, TA, 16.3.23; AZ, Blick, CdT, LT, Lib, TA, 17.3.23; 24H, AZ, Blick, TA, 18.3.23; So-Bli, 19.3.23; Blick, 20.3.23; 24H, 22.3.23